



Conseil économique et social

Distr. limitée
29 octobre 2001
Français
Original: anglais

Pour suite à donner

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Deuxième session ordinaire de 2001

10-14 décembre 2001

Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

Budget d'appui biennal pour l'exercice 2002-2003

Résumé

La Directrice générale soumet le budget d'appui biennal pour 2002-2003 suivant le mode de présentation harmonisé adopté par le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour la population et l'UNICEF.

Le montant total brut du projet de budget d'appui biennal est de 566,2 millions de dollars, soit une augmentation de 3,8 % par rapport au budget d'appui de 2000-2001. Le montant net du budget pour 2002-2003 se chiffre à 477,9 millions de dollars, soit une croissance nulle par rapport aux chiffres comparables pour 200-2001.

La décision finale qui doit être prise sur la base du présent document consistera à adopter le projet de résolution relatif au projet de budget, dont le texte figure au paragraphe 130 du chapitre III.

* E/ICEF/2001/12.



Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Abréviations		4
Organigramme du Secrétariat de l'UNICEF, 2002-2003		5
I. Résumé	1 – 2 2	6
A. Cadre financier	3 – 1 0	7
B. Objectifs et stratégie	1 1 – 1 6	1 4
C. Résumé des propositions	1 7 – 2 2	1 8
II. Projet de budget d'appui pour l'exercice 2002-2003	2 3 – 1 2 9	2 3
A. Généralités	2 3 – 2 8	2 3
B. Appui aux programmes	2 9 – 9 4	3 0
1. Bureaux de pays et bureaux régionaux	3 0 – 7 6	3 0
2. Siège		4 3
C. Gestion et administration de l'organisation	9 5 - 1 2 9	4 7
III. Projet de décision relatif aux ouvertures de crédit	1 3 0	5 5
Liste des tableaux		
1. Plan des ressources de l'UNICEF		8
2. Projections révisées des ressources, 2000-2001		1 1
3. Comparaison des montants bruts et nets des budget d'appui depuis 1996-1997		1 3
4. Résumé des principaux postes d'augmentation/diminution		1 7
5. Prévisions budgétaires par ligne de crédits et selon le lieu		1 8
6. Montant brut des ouvertures de crédits au titre du budget d'appui		1 9
7. Postes financés par les ressources ordinaires réparties par catégorie, par ligne de crédits et selon le lieu		2 1
8. Postes financés par les ressources ordinaires : modifications proposées pour 2002-2003		2 6
9. Emploi des ressources : répartition par région des dépenses au titre des programmes et de l'appui aux programmes		3 9
10. Groupe des programmes		4 4
11. Répartition des dépenses afférentes aux technologies de l'information prévues pour 2002-2003		5 3
Liste des figures		
A. Utilisation des ressources, 2002-2003		6
B. Ressources de l'UNICEF, 1996-1997 à 2002-2003		1 2
C. Prévisions budgétaires brutes par ligne de crédits, 2002-2003		1 9
D. Postes financés par les ressources ordinaires, répartis par ligne de crédits, 2002-2003		2 2
E. Postes financés par les ressources ordinaires, par catégories, 2002-2003		2 2
F. Postes financés par la masse commune des ressources, par catégorie et par ligne de crédits, 2002-2003		2 3
G. Répartition des dépenses, par catégories, 2002-2003		2 5

Table des matières (suite)

Tableaux récapitulatifs	
I. Prévisions budgétaires pour 2000-2003, ventilées par unité administrative pour chaque ligne de crédits	5 7
II. Prévisions budgétaires pour 2002-2003, ventilées par catégories de dépenses pour chaque ligne de crédits	5 9
III. Prévisions de répartition des postes pour 2002-2003, par source de financement et par unité administrative	6 1
IV. a) Autres prévisions de ressources, par source de financement et par unité administrative, 2002-2003	6 8
b) Autres prévisions de ressources, par source de financement et par catégorie de dépenses, 2002-2003	6 9
Annexes	
I. Terminologie	7 0
II. Méthodologie	7 2
III. Emploi des ressources : répartition estimative des dépenses des programmes et des dépenses d'appui, par région et pays	7 5
IV. Recettes et dépenses de la Division du secteur privé, montants révisés pour 2001 et plan financier pour 2002-2003	8 4
V. Postes d'administrateur imputés au budget d'appui, changements prévus pour l'exercice biennal, 2000-2001	8 5

Abréviations

BVIC	Bureau de la vérification interne des comptes
CCQAB	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
CEI	Communauté d'États indépendants
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
DSP	Division du secteur privé
FALSAC	Fonds d'ajustement spécial pour l'Amérique latine et les Caraïbes
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GAVI	Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination
MPE	Malnutrition protéino-énergétique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PROMS	Système de gestion des programmes
PSMT	Plan stratégique à moyen terme
SAP	Systèmes, applications et produits
SFL	Système financier logistique
SGA	Secrétaire général adjoint
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
SIG	Système intégré de gestion
SITA	Société internationale de télécommunications aéronautiques
TMM	Taux de mortalité maternelle
VIH	Virus d'immunodéficience humaine

Organigramme du secrétariat de l'UNICEF, 2002-2003

Figure A
Utilisation des ressources, 2002-2003

I. Résumé

1. La Directrice générale soumet dans le présent document le projet de budget d'appui biennal pour l'exercice 2002-2003, selon le mode de présentation figurant dans le rapport intitulé « Harmonisation des budgets : PNUD, FNUAP et UNICEF » (E/ICEF/1999/AB/L.2). Telle que la présentation harmonisée a été approuvée, l'organisation limitera à un résumé les renseignements figurant dans le budget d'appui biennal, afin que les membres du Conseil d'administration puissent se concentrer sur la prise de décisions financières d'ordre stratégique. Toutefois, tout complément d'information qui pourrait être demandé sera communiqué sur demande.

2. Le budget d'appui fait partie intégrante du cadre de financement pluriannuel. A l'intérieur de ce cadre, le plan stratégique à moyen terme pour 2002-2005 a été la principale source d'inspiration pour la préparation du budget d'appui aux programmes financés au titre aussi bien de la masse commune des ressources que des autres ressources. Le cadre financier exposé aux paragraphes 3 à 10 ci-dessous fait apparaître pour l'exercice biennal 2002-2003 une augmentation de 30 % des ressources allouées aux programmes en comparaison des projections faites en 1999 pour l'exercice 2000-2001; le montant brut du budget d'appui de l'exercice biennal augmentera de 3,8 %, et le budget d'appui sera financé au moyen d'une proportion plus réduite (19,6 %) du total des ressources. La stratégie budgétaire exposée aux paragraphes 11 à 16 ci-dessous montre comment l'UNICEF a aligné le budget d'appui sur les priorités figurant dans plan stratégique à moyen terme.

A. Cadre financier

3. Le total des ressources figurant au tableau 1 comprend les recettes de l'UNICEF (masse commune des ressources et autres ressources) et les fonds d'affectation spéciale, ces derniers et les recettes de l'UNICEF étant présentés séparément.

Tableau 1
Plan des ressources de l'UNICEF
 (En millions de dollars des États-Unis)

	2000-2001						2002-2003					
	Masse commune des ressources			Fonds d'affectation spéciale			Masse commune des ressources			Fonds d'affectation spéciale		
	Montant	Autres ressources	Total des recettes	%	Montant	%	Montant	Autres ressources	Total des recettes	%	Montant	%
Ressources disponibles												
Solde d'ouverture	144,0	284,0	428,0		0		100,0	387,0	487,0		0	487,0
Recettes												
Gouvernements ^a	721,2	578,0	1 299,0		1 299,2		682,2	820,0	1 502,2		1 502,2	
Secteur privé ^b	417,0	308,0	725,0		725,2		405,0	400,0	805,0		805,0	
Autres ^c	80,0	0	80,0		80,0		70,0	0	70,0		70,0	
Remboursement au titre de services fournis ^d	0	0	0		14,0		0	0	0		12,6	
Fonds d'affectation spéciale	0	0	0		100,0		0	0	475,0		475,0	
Total	1 362,2	1 170,0	2 532,2		114,0		1 257,2	1 607,0	2 864,2		487,6	3 351,8
Utilisation des ressources-programmes et activités d'appui												
A. Programmes	770,0	841,0	1 611,0	75,8	97,0	76,7	670,0	1 124,0	1 794,0	77,0	435,0	2 229,0
B. Appui aux programmes												
Bureaux de pays et bureaux régionaux	248,1	24,0	272,1	12,8	2,0	12,3	250,0	37,3	287,3	12,3	3,3	290,6
Siège	60,5	6,7	67,2	3,2	0,5	3,0	55,5	10,2	65,7	2,8	3,3	69,0
Total, appui aux programmes	308,6	30,7	339,3	16,0	2,5	15,4	305,5	47,5	353,0	15,2	6,6	359,6
C. Gestion et administration de l'organisation	169,1	6,3	175,4	8,3	0,5	7,9	172,4	9,0	181,4	7,8	2,4	183,8
Total	1 247,7	878,0	2 125,7	100,0	100,0	100,0	1 147,9	1 180,5	2 328,4	100,0	444,0	2 772,4
Solde de clôture estimatif^e	100,0	387,0	487,0		0	487,0	109,3	426,5	535,8		43,6	579,4

	2000-2001				2002-2003					
	Masse commune des ressources		Fonds d'affectation spéciale		Masse commune des ressources		Fonds d'affectation spéciale			
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%		
Budget d'appui biennal										
Total, prévisions budgétaires (montant net) (B+C)	477,7	37,0	514,7	3,0	517,7	477,9	56,5	534,4	9,0	543,4
Montant estimatif des recettes et ajustements										
Remboursement au titre des services fournis	1,0	0	1,0	13,9	14,9	1,0	0	1,0	8,6	9,6
Autres ressources – recouvrement	40,0	(37,0)	3,0	(3,0)	0	61,5	(56,5)	5,0	(5,0)	0
Recouvrement pour entreposage	9,0	0	9,0	0	0	8,0	0	8,0	0	8,0
Participation des gouvernements aux dépenses locales	2,0	0	2,0	0	2,0	2,0	0	2,0	0	2,0
Remboursement aux fonctionnaires au titre des impôts sur le revenu prélevés par les États Membres	15,8		15,8	0	15,8	15,8		15,8	0	15,8
Total partiel	67,8	(37,0)	30,8	10,9	41,7	88,3	(56,5)	31,8	3,6	35,4
Total, prévisions budgétaires (montant brut)	545,5	0	545,5	13,9	559,4	566,2	0	566,2	12,6	578,8

^a Les chiffres reflètent les entrées comptables imputables aux remboursements aux fonctionnaires au titre des impôts sur le revenu prélevés par les États Membres et exclus par conséquent un montant de 15,8 millions de dollars.

^b Les sources de recettes et les montants relatifs au secteur privé figurent également à l'annexe IV.

^c Types de recettes :

(En millions de dollars)	
2000-2001	2002-2003
Intérêts créditeurs	50
Recettes liées aux opérations financières	43
Recettes liées aux opérations de programme	16
Recettes liées aux dépenses budgétaires	6
Ajustement au titre des taux de change	8
	0
	70

^d Commissions perçues au titre des services d'achat et de l'administration du compte fiduciaire lié à l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI)

^e Les soldes de clôture prennent en compte les recettes et dépenses mises à jour pour 2000-2001 ainsi que les changements apparaissant dans d'autres comptes d'actif et de passif

4. Les projections des ressources faites en 1999 pour l'exercice biennal 2000-2001 ont été révisées à la hausse de 15 % et portées de 2 234 millions à 2 566 millions de dollars.

Tableau 2

Projection révisée des ressources, 2000-2001

(En millions de dollars des États-Unis)

	<i>Ressources prévues pour 2000-2001</i>	<i>Projections révisées pour 2000-2001</i>
Masses commune des ressources	1 234 ^a	1 108
Autres ressources	886	1 191
Total partiel, recettes	2 120	2 299
Fonds d'affectation spéciale et remboursements	114	267
Total des ressources	2 234	2 566

^a Comprend la colonne 1 du tableau 1 (ressources disponibles) moins le solde d'ouverture, plus les ajustements pour remboursement des impôts sur les revenus, à savoir 15,8 millions de dollars.

Sur la base des projections révisées de 2000-2001, les projections de ressources pour 2002-2003 ont été établies comme indiqué sur le graphique ci-après, qui montre que depuis 2000-2001, les autres ressources ont dépassé la masse commune des ressources. Les fonds d'affectation spéciale ont plus que doublé depuis 1998. En 2002-2003, le montant total des ressources devrait, selon les projections, augmenter de 70 % par rapport à 1996-1997, c'est-à-dire passer de 1 688 millions à 2 868 millions de dollars.

Figure B

Ressources de l'UNICEF, 1996-1997 à 2002-2003

(En millions de dollars des États-Unis)

5. Pour l'exercice biennal 2002-2003, les recettes provenant du secteur privé, aussi bien de la masse commune des ressources que des autres ressources, devraient atteindre 805 millions de dollars, c'est-à-dire 11 % de plus que les 725 millions de dollars prévus pour 2000-2001. L'on trouvera à l'annexe IV l'estimation des recettes annuelles et de l'utilisation des fonds provenant du secteur privé pour la période 2001-2003.

6. Conformément à la recommandation formulée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB), l'expression «compte spécial» a été remplacée par l'expression « fonds d'affectation spéciale ». Dans le plan des ressources de l'UNICEF figurant au tableau 1, dans la colonne des fonds d'affectation spéciale, l'on trouve deux rubriques, dont l'une indique le montant du « remboursement au titre de services fournis », qui comprend les commissions perçues pour les services d'achat et l'administration du compte fiduciaire lié à l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI), tandis que l'autre reflète les autres « fonds d'affectation spéciale », qui concernent des activités réalisées conformément au mandat de l'UNICEF mais en dehors du programme approuvé par le Conseil d'administration. L'UNICEF s'est associé à la GAVI en 2000. Les fonds d'affectation spéciale projetés pour 2002-2003 comprennent les fonds provenant de la GAVI, du programme pétrole contre vivres en Iraq et des projets financés par la Banque mondiale.

7. Comme la masse commune des ressources n'augmente pas, l'UNICEF a pris grand soin d'imposer un plafond au montant net du budget d'appui financé à ce titre.

Comme le total des ressources a augmenté de 70 % au cours des quatre exercices biennaux compris entre 1996-1997 et 2000-2003 (voir le paragraphe 4 ci-dessus), le montant brut du budget d'appui n'a augmenté que de 7,4 %. Son montant net, de 477,9 millions de dollars pour 2002-2003, reste inchangé depuis 1996-1997. L'on trouvera ci-après une comparaison des montants bruts et nets des budgets d'appui depuis 1996-1997 :

Tableau 3

Comparaison des montants bruts et nets des budgets d'appui depuis 1996-1997
(En millions de dollars des États-Unis)

	1996-1997	1998-1999	2000-2001	2002-2003
Montant brut du budget d'appui	527,1	527,1	545,5	566,2
Pourcentage de variation d'un exercice biennal sur l'autre		0,1	3,4	3,8
Pourcentage cumulé de variation depuis 1996			3,5	7,4
Montant net du budget d'appui	479,9	478,9	477,7	477,9

8. Comme les autres ressources augmentent, les montants dus au titre des recouvrements augmentent eux aussi, et ils devraient atteindre 61,5 millions de dollars pour l'exercice biennal 2002-2003, soit plus que les 40 millions de dollars prévus pour 2000-2001. Le montant effectif des recouvrements au titre des autres ressources (y compris les commissions perçues pour l'administration de fonds d'affectation spéciale) devrait être de 55 millions de dollars pour l'exercice biennal 2000-2001. Le chiffre projeté de 61,5 millions de dollars est fondé sur un taux de recouvrement de 5 % pour les autres ressources et de 3 % pour les fonds d'affectation spéciale comme le programme pétrole contre vivres. L'UNICEF reverra la politique de recouvrement en 2002 après que le Corps commun d'inspection de l'Organisation des Nations Unies aura mené à bien l'étude qu'il a entreprise à ce sujet pour l'ensemble du système.

9. Conformément à la recommandation formulée par le CCQAB, le montant correspondant au remboursement aux fonctionnaires des impôts sur le revenu prélevés par les États Membres sera imputé aux recettes, et un montant identique porté au crédit du budget de l'exercice biennal. Le montant net du budget pour 2000-2001 a été réduit d'un montant estimé à 15,8 millions de dollars. Un montant identique est inscrit du côté recettes du budget de l'exercice biennal 2002-2003.

10. En résumé, le plan des ressources de l'UNICEF figurant au tableau 1 comporte trois sections, qui indiquent ce qui suit :

a) Ressources disponibles : le montant total des ressources disponibles augmentera de 26 % pour passer de 2 646 millions de dollars en 2000-2001 à 3 352 millions de dollars en 2002-2003;

b) Utilisation des ressources : 80,4 % des ressources totales seront alloués aux programmes et 19,6 % au budget d'appui (13 % pour l'appui aux programmes et 6,6 % pour la gestion et l'administration). Le total des ressources allouées aux programmes augmentera de 30 %, passant de 1 708 millions de dollars projetés pour 2000-2001, à 2 229 millions de dollars en 2002-2003. La proportion des ressources provenant du budget d'appui tombera de 23,3 % en 2000-2001 à 19,6 % en 2002-2003;

c) Budget d'appui biennal : cette section rapproche le budget d'appui bien-nal en indiquant le montant net et le montant brut des prévisions budgétaires qui sont soumises à l'approbation du Conseil d'administration. Le montant estimatif des recettes et ajustements à apporter au budget brut passera de 67,8 millions de dollars à 88,3 millions de dollars pour 2002-2003 par suite de l'augmentation des montants recouvrés, comme expliqué au paragraphe 8 ci-dessus.

B. Objectifs et stratégie

11. Le plan stratégique à moyen terme constitue pour l'UNICEF le plan indiquant les activités que l'organisation devra mener à bien pendant la période 2002-2005. Il constitue le cadre des activités du Fonds pour les quatre prochaines années et a par conséquent dicté la préparation du budget d'appui pour l'exercice biennal 2002-2003. Le plan stratégique à moyen terme décrit les priorités de l'UNICEF au cours des quatre prochaines années. Le Fonds a identifié cinq domaines d'activité prioritaires dans lesquels il peut avoir l'impact le plus marqué sur les conditions de vie des enfants afin de faciliter la réalisation des objectifs fixés dans la Déclaration du millénaire, dans la Stratégie internationale du développement et dans le projet de document final de la session extraordinaire consacrée aux enfants. Ces priorités sont les suivantes :

- a) Éducation des filles;
- b) Développement intégré des jeunes enfants;
- c) « Vaccination plus »;
- d) Lutte contre le VIH/sida;
- e) Protection renforcée des enfants contre la violence, l'exploitation, les mauvais traitements et la discrimination.

12. L'UNICEF s'attachera à réaliser ces objectifs prioritaires non seulement au moyen de son programme de coopération mais aussi en créant des alliances et des partenariats, en menant une action de plaidoyer et en réalisant des activités de suivi, de recherche et d'analyse des politiques à tous les niveaux. En outre, il tirera parti de sa présence dans le monde entier, de ses capacités d'exécution des programmes de pays et du prestige dont il jouit pour contribuer à créer pour les enfants un monde meilleur. Ainsi, il mettra les enfants au centre de toutes les interventions et trouvera des moyens efficaces de faire en sorte que les enfants puissent faire entendre leur voix. Suivant le principe de l'intégration des opérations d'urgence, les cinq priorités du Fonds seront incorporées aussi bien aux programmes ordinaires qu'aux activités d'urgence.

13. Les priorités susmentionnées ont été sélectionnées non seulement en raison de l'importance qu'elles revêtent partout dans le monde et de l'impact qu'elles peuvent avoir sur la vie des enfants, mais aussi parce que l'UNICEF jouit d'un avantage comparatif dans ces domaines du fait non seulement du rôle primordial qu'il joue dans le monde comme défenseur des enfants mais aussi des années d'expérience qu'il a accumulées. Tel est particulièrement le cas du programme des «vaccinations plus», pour lequel le Fonds joue le rôle d'organisme chef de file depuis 20 ans. Les autres éléments qui sont à la base des avantages comparatifs du Fonds sont notamment sa présence mondiale; le mandat que lui a confié l'Assemblée générale de se faire l'interprète des enfants partout dans le monde; la responsabilité dont il a été chargé par le Secrétaire général d'être l'organisme chef de file pour l'Initiative des

Nations Unies pour l'éducation des filles; la responsabilité qui lui incombe, parmi les coparrains du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), en ce qui concerne les questions touchant les enfants; et la place unique qu'il occupe en tant qu'organisation dont l'expérience pratique s'étend de l'exécution des projets au niveau des communautés à la formulation aux échelons national et international de politiques en faveur de l'enfance dans les domaines juridique, économique et social et qui joue un rôle primordial pour veiller à ce que les enfants puissent aisément avoir accès aux fournitures essentielles dont ils ont besoin, comme les vaccins.

14. Compte tenu des priorités énoncées dans le plan stratégique à moyen terme ainsi que des stratégies générales qui ont été élaborées pour les réaliser pendant une période de stagnation de la masse commune des ressources, le budget d'appui pour l'exercice biennal 2002-2003 a été élaboré sur la base des principes ci-après pour que le budget net accuse une croissance nulle :

a) Veiller à ce que le budget soit inspiré directement du plan stratégique et centre par conséquent les ressources et les activités sur la réalisation des objectifs prioritaires identifiés dans le plan stratégique à moyen terme;

b) Améliorer les performances et les résultats tout en maîtrisant les dépenses financées au titre du budget d'appui;

c) Veiller à ce que les bureaux de pays restent à même de mener à bien les programmes et renforcer leur rôle de supervision et d'appui aux programmes des bureaux régionaux.

15. Afin de réaliser ces objectifs, l'UNICEF a élaboré les processus et stratégies ci-après pour garantir un examen intégré des programmes et des budgets :

a) Tous les bureaux ont reçu des instructions claires quant à la façon dont les plans de gestion des bureaux et les plans de gestion des programmes de pays devaient être préparés et examinés avec la participation des fonctionnaires pour établir un ordre de priorité dans la dotation en effectifs et les ressources financières nécessaires dans les limites du plafond budgétaire fixé. Des plafonds indicatifs ont été fixés pour les bureaux régionaux et les services du siège afin de contenir l'augmentation des dépenses, et les bureaux de pays, bureaux régionaux et services du siège ont eu recours systématiquement au processus d'examen intégré des programmes et des budgets pour faire en sorte que les plans de gestion définissent une stratégie quadriennale de nature à appuyer la réalisation du plan stratégique à moyen terme ainsi qu'à fixer des objectifs et des buts clairs et mesurables pour l'exercice biennal 2002-2003;

b) Les bureaux et divisions du siège ont été priés de maintenir leurs budgets au même niveau nominal qu'en 2000-2001, ce qui a exigé non seulement des réductions afin de compenser les augmentations inévitables dues à l'inflation mais aussi des choix difficiles quant aux activités prioritaires qui devaient être financées sous réserve de réductions ailleurs. Les bureaux de terrain et bureaux régionaux ont été autorisés à conserver leurs capacités existantes en accroissant le budget uniquement dans les montants correspondant à l'inflation et ont été priés d'établir un ordre de priorité afin de réaliser des économies et de pouvoir ainsi financer les activités prioritaires à l'appui du plan stratégique à moyen terme.

16. À la suite de l'examen des options stratégiques, les domaines dans lesquels les augmentations budgétaires pourraient intervenir et des économies devraient être réalisées au cours de l'exercice biennal à venir, comme indiqué au tableau 4 (une ex-

plication plus détaillée figure dans les sections pertinentes du présent document) sont les suivants :

- a) Domaines d'activité prioritaires reflétés dans le plan stratégique à moyen terme :
 - i) Améliorer encore l'excellente technique du groupe du siège chargé des programmes afin de pouvoir jouer un rôle de direction concernant la formulation des politiques et des directives relatives aux programmes partout dans le monde, gérer l'information stratégique et renforcer les capacités d'évaluation et d'appui aux opérations d'urgence;
 - ii) Rehausser le rôle primordial que jouent les programmes de pays dans les activités de l'UNICEF en renforçant les services directs d'appui aux programmes et de supervision que les bureaux régionaux fournissent aux bureaux de pays;
 - iii) Faire correspondre les éléments prioritaires des programmes et les capacités au niveau des pays;
 - iv) Améliorer le contenu et la diffusion de l'information relative aux femmes et aux enfants;
 - v) Centrer les activités d'achat de fournitures stratégiques sur les domaines dans lesquels l'UNICEF jouit d'avantages comparatifs, comme les vaccins et les médicaments essentiels;
- b) Appui institutionnel :
 - i) Améliorer la sûreté et la sécurité des fonctionnaires des bureaux extérieurs;
 - ii) Renforcer les fonctions opérationnelles essentielles;
 - iii) Étoffer les ressources humaines pour améliorer les compétences dans les domaines d'activité prioritaires identifiés dans le plan stratégique à moyen terme et, en particulier pour préparer la succession, l'accent étant mis sur les administrateurs en début de carrière;
 - iv) Protéger les investissements effectués dans l'informatique grâce à une plus grande sécurité et à des projets d'archivage;
 - v) Continuer à améliorer la connectivité mondiale, à stabiliser les interfaces des systèmes et à améliorer l'intégration des systèmes grâce à une révision des méthodes opérationnelles;
- c) Économies à réaliser grâce aux éléments suivants :
 - i) Gains d'efficacité et réductions opérées grâce à l'établissement d'un ordre de priorité dans les plans de gestion des bureaux au siège;
 - ii) Établissement de services opérationnels communs dans les bureaux régionaux et bureaux de pays et à la Division du secteur privé, au siège;
 - iii) Réorganisation de la Division des approvisionnements, notamment grâce à des redéploiements du bureau de Copenhague au profit des bureaux régionaux et de pays, afin d'améliorer la capacité de planification des approvisionnements et de fourniture de services consultatifs dans les régions;
 - iv) Réduction des dépenses de personnel et des dépenses opérationnelles.

Tableau 4
Résumé des principaux postes d'augmentation/diminution
 (En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Montant</i>	<i>Coût</i>	<i>Total</i>
I. Estimations nettes des ouvertures de crédits pour 2000-2001			493 513,7
Moins remboursement des impôts sur le revenu			(15 800,0)
Total partiel			477 713,7
II. Montant net des ajustements au titre de l'inflation, des variations des taux de change et des autres dépenses de personnel			
Ajustement pour variation des taux de change, bureau extérieurs		(10 954,2)	
Ajustement au titre de l'inflation et des autres coûts, effectifs des bureaux extérieurs		15 710,6	
Ajustement pour variation des taux de change, bureaux du siège ailleurs qu'à New York		(1 786,2)	
Ajustement au titre de l'inflation et des autres coûts, siège		8 303,5	
Total partiel		11 273,7	11 273,7
III. Augmentation			
1. Bureaux de pays et bureau régionaux			
Priorités du PSMT	6 300,0		
Renforcement de l'appui opérationnel essentiel	4 844,1		
Sécurité dans les bureaux extérieurs	6 700,0		
Total partiel, augmentations sur le terrain	17 844,1		
2. Siège			
Priorités du PSMT	686,0		
Connectivité mondiale et intégration des systèmes	1 928,3		
Projets d'informatique (à l'exclusion de la DSP)	3 662,5		
Ressources humaines	360,0		
Total partiel, augmentation au siège	6 636,8		
Total partiel, augmentations	24 480,9		24 480,9
IV. Diminutions			
1. Diminution sur le terrain			
Bureaux extérieurs – postes locaux	(2 664,5)		
Bureaux extérieurs – coûts opérationnels et autres	(3 399,4)		
Total partiel, diminutions sur le terrain	(6 063,9)		
2. Diminution au siège			
Réorganisation du groupe des programmes	(2 460,6)		
Recentrage des communications	(1 076,8)		
Réorganisation de la Division des approvisionnement	(2 946,1)		

	Montant	Coût	Total
Autres réductions au siège	(2 551,9)		
Total partiel, diminution au siège	(9 035,4)		
Total partiel, diminutions	(15 099,3)		(15 099,3)
V. Variation nette du montant estimatif des recettes	(20 500,0)		(20 500,0)
VI. Montant net des estimations des ouvertures de crédits pour 2002-2003	(11 118,4)	11 273,7	477 869,0

C. Résumé des propositions

17. Le budget d'appui brut proposé pour 2002-2003 est de 566,2 millions de dollars. Comme le montre le tableau 5, ce montant tient compte d'une augmentation du volume de 9,4 millions de dollars et d'une hausse des coûts de 11,3 millions de dollars due à l'inflation et à l'évolution des taux de change. Le budget d'appui net, après déduction des prévisions de recettes budgétaires, sera de 477,9 millions de dollars, soit le même montant que pour l'exercice biennal 2000-2001.

Tableau 5

Prévisions budgétaires par ligne de crédits et selon le lieu

(en milliers de dollars des États-Unis)

	2000-2001		Variations				2002-2003	
	Pour- Crédits centage ouverts du total		Volume		Coût		Montant proposés	% du total
			Augmentation (Diminution)i	Pourcentage	Augmentation (diminution)	Pourcentage		
<i>Prévisions budgétaires brutes</i>								
Par ligne de crédits								
Appui aux programmes								
Bureaux de pays et bureaux régionaux	279 116,8	51,2	11 780,2	4,2	4 756,4	1,7	295 653,4	52,2
Siège	79 628,4	14,6	(3 676,8)	(4,6)	1 511,3	1,9	77 462,9	13,7
Total partiel	358 745,2	65,8	8 103,4	2,3	6 267,7	1,7	373,116,3	65,9
Gestion et administration de l'organisation	186 768,5	34,2	1 278,2	0,7	5 006,0	2,7	193 052,7	34,1
Total	545 513,7	100,0	9 381,6	1,7	11 273,7	2,1	566 169,0	100,0
Selon le lieu								
Bureaux de pays	223 835,4	41,0	7 420,0	3,3	5 484,9	2,5	236 740,3	41,8
Bureaux régionaux	55 281,4	10,1	4 360,2	7,9	(728,5)	(1,3)	58 913,1	10,5
Siège ^a	266 396,9	48,8	(2 398,6)	(0,9)	6 517,3)	2,4	270 515,6	47,8
Total	515 513,7	100,0	9 381,6	1,7	11 273,7	2,1	566 169,0	100,0
Recettes	(67 800,0)		(20 500,0)	30,2	0		(88 300,0)	
Prévisions budgétaires nettes	477 713,7		(11 118,4)	(2,3)	11 273,7	2,4	477 869,0	

^a Comprend le Bureau régional pour l'Europe.

Figure C
Prévisions budgétaires brutes par ligne de crédits, 2002-2003

18. L'UNICEF a toujours eu pour principe d'appuyer et de renforcer les bureaux de pays pour qu'ils puissent exécuter les programmes. C'est ce que montre les tableaux ci-dessous. Le budget d'appui brut pour 2002-2003 pour le siège représente un montant semblable à celui de 1996-1997 et, pour le terrain, a augmenté de 15,6 %. Globalement, l'augmentation représente 7 %. Compte tenu des augmentations dues à l'inflation, ce chiffre représente une réduction notable du budget du siège. Par conséquent, le pourcentage des crédits alloués au siège au titre du budget d'appui est tombé de 51 % en 1996-1997 à 48 % en 2002-2003.

Tableau 6
Montant brut des ouvertures de crédits au titre du budget d'appui
 (En millions de dollars des États-Unis)

	1996-1997	1998-1999	2000-2001	2002-2003	Augmentation : 2002-2003 par rapport à 1996-1997
Bureau de pays	203	216	224	237	16,7%
Bureau régionaux	53	54	55	59	11,3%
Total partiel, bureaux extérieurs	256	270	279	296	15,5%
Siège	271	257	266	270	0%
Total	527	527	546	566	7%
Bureaux de pays	39 %	41 %	41 %	42 %	
Bureaux régionaux	10 %	10 %	10 %	10%	
Total partiel, bureaux extérieurs	49 %	51 %	51 %	52 %	
Siège	51 %	49 %	49 %	48 %	
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	

19. L'augmentation des effectifs au siège n'a, pour l'essentiel, aucune incidence sur le plan des coûts étant donné qu'il s'agit de transformer des postes temporaires en postes permanents et de transférer des postes de la Division du secteur privé afin de fusionner les services communs sur la base du partage des coûts. La première mesure est apparue nécessaire étant donné que les investissements dans les projets d'informatique ont donné lieu à des tâches de maintenance à caractère récurrent. La deuxième mesure a pour but d'améliorer la transparence et l'efficacité, ce qui se traduira, à terme, par un gain d'efficacité.

20. Les effectifs sur le terrain ont été accrus dans deux domaines : pour les activités d'appui aux programmes dans les domaines d'activité prioritaires reflétés dans le PSMT et pour les fonctions d'appui opérationnel essentielles.

21. Comme le montre le tableau 7, il est proposé d'accroître de 56 le nombre total de postes imputés au budget d'appui (69 postes supplémentaires d'administrateurs recrutés sur le plan international, compensés par une réduction d'un poste d'administrateur recruté sur le plan national et de 12 postes d'agent des services généraux). Cette augmentation comprend 11 postes transférés de la Division du secteur privé et 25 postes de la Division de l'informatique précédemment pourvus au moyen de personnel temporaire et de consultants. Conformément à la stratégie de renforcement des ressources humaines, particulièrement au niveau des administrateurs en début de carrière, il est proposé de créer 46 postes nouveaux de classes P-2 et P-3. Le total des effectifs proposé est maintenant de 2 523 postes, soit un chiffre proche des 2 529 postes de 1996-1997. La proportion de postes d'administrateur recruté sur le plan international imputés au budget d'appui est passée de 27 % en 1996-1997 à 34 % en 2002-2003.

22. Les 69 nouveaux postes d'administrateur recruté sur le plan international entraînent des reclassements de postes opérés jusqu'à la classe P-5 par la Directrice générale pendant l'exercice biennal en cours, qui ont été compensés selon que de besoin, dans les limites du montant total des ouvertures de crédits, conformément aux pouvoirs délégués par le Conseil d'administration. Cela a également permis à la Directrice générale de procéder aux changements exigés par les besoins de l'organisation lorsque les postes sont devenus vacants. Il a été créé 25 postes d'administrateur, principalement sur le terrain, et il a été simultanément supprimé 21 postes d'administrateur. L'on trouvera une liste de ces postes à l'annexe V.

Tableau 7
Postes financés par les ressources ordinaires répartis par catégories, par ligne de crédits et selon le lieu

Postes	Variation						
	Postes approuvés pour 2000-2001			Postes proposés pour 2002-2003			
	Administra- teurs recrui- tés sur le plan inter- national	Administra- teurs recrui- tés sur le plan nation- al	Agents des services généraux et des autres catégories	Adminis- trateurs recrutés sur le plan inter- national	Adminis- trateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et des autres catégories	
			Pour- centage du total			Total	
Par ligne de crédits							
Appui aux programmes							
Bureaux de pays et							
Bureaux régionaux	409	242	1 064 1 715 69,5	43	0	(28) 15	452 242 1 036 1 730 68,6
Siège	133	0	109 242 9,8	(4)	0	12 8	129 0 121 250 9,9
Total partiel	542	242	1 173 1 957 79,3	39	0	(16) 23	581 242 1 157 1 980 78,5
Gestion et administration de l'organisation	248	2	260 510 20,7	30	(1)	4 33	278 1 264 543 21,5
Total	790	244	1 433 2 467 100,0	69	(1)	(12) 56	859 243 1 421 2 523 100,0
Par lieu							
Bureaux de pays	307	216	903 1 426 57,8	26	(2)	(31) (7)	333 214 872 1 419 56,3
Bureaux régionaux	102	26	161 289 11,7	17	2	3 22	119 28 164 311 12,3
Siège	381	2	369 752 30,5	26	(1)	16 41	407 1 385 793 31,4
Total	790	244	1 433 2 467 100,0	69	(1)	(12) 56	859 243 1 421 2 523 100,0

Figure D
**Postes financés par les ressources ordinaires, répartis par ligne de crédits,
2002-2003**

Figure E
Postes financés par les ressources ordinaires, par catégories, 2002-2003

Figure F
Postes financés par les ressources ordinaires, par catégories de personnel et par ligne de crédits, 2002-2003

II. Projet de budget d'appui pour l'exercice 2002-2003

A. Généralités

23. Le tableau récapitulatif I donne un aperçu de l'ensemble du projet de budget, décomposé par grandes unités administratives, pour chaque ligne de crédits, les principaux changements étant expliqués aux paragraphes 29 à 129 ci-dessous. Les coûts centraux qui apparaissent sous chaque ligne de crédits comprennent, comme par le passé, les remboursements effectués pour les services communs fournis par l'Organisation des Nations Unies, les indemnités de licenciement, l'assurance pour risques de guerre, la formation au plan mondial, le remboursement aux fonctionnaires des impôts perçus par les États Membres, les coûts de l'assurance-maladie après cessation de service et les coûts généraux de fonctionnement du siège à New York.

24. À la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a proposé une série de mesures tendant à renforcer la sûreté et la sécurité de tous les fonctionnaires du système des Nations Unies en poste sur le terrain. La Cinquième Commission a décidé que les mesures devraient être imputées au budget ordinaire de l'organisation, mais que les dépenses correspondantes devraient être réparties entre les organisations participantes. Sous la direction de l'Organisation des

Nations Unies, il a été élaboré une proposition d'ensemble sur cette question en collaboration avec les fonds et programmes et institutions spécialisées des Nations Unies. La part revenant à l'UNICEF, qui se monte à 6,7 millions de dollars, a été inscrite au budget sous la rubrique des dépenses non réparties afférentes aux bureaux sur le terrain pour l'exercice biennal 2002-2003, montant qui vient s'ajouter aux dépenses existantes concernant les mesures relatives à l'infrastructure de la sécurité du personnel et aux indemnités auxquelles peuvent prétendre les fonctionnaires à ce titre.

25. Le tableau récapitulatif II donne un aperçu financier d'ensemble du projet de budget par principales catégories de dépenses pour chaque ligne de crédits. La figure G donne un aperçu des estimations budgétaires proposées par principales catégories de dépenses. Indépendamment des augmentations dues à l'inflation des dépenses afférentes aux effectifs des bureaux extérieurs, les augmentations des dépenses au titre des postes et consultants au siège sont imputables principalement à la création de postes nouveaux et au reclassement de postes de la Division de l'informatique précédemment pourvus par du personnel temporaire et des contractants. Elle est due aussi aux coûts des postes transférés de la Division du secteur privé, montant déduit sous la rubrique des remboursements. L'on trouvera des informations plus détaillées dans la partie explicative du présent document concernant les bureaux et divisions intéressés.

26. Le tableau récapitulatif III contient des informations comparant les effectifs totaux de chaque unité administrative pour l'exercice en cours et l'exercice biennal à venir. Ces informations sont complétées par le tableau 8 qui indique les modifications qu'il est proposé d'apporter au nombre de postes financés au titre du budget d'appui pour chacun des principaux éléments de chaque ligne de crédits. La première partie du tableau illustre les augmentations et diminutions proposées par rapport aux effectifs approuvés pour 2000-2001, et la deuxième résume les changements intervenus dans la structure globale des classes du fait du reclassement de postes existants. Le niveau moyen de la classe des postes d'administrateur recruté sur le plan international a été ramené de 4,3 pendant l'exercice biennal en cours à 4,2 pour l'exercice biennal à venir.

27. Les tableaux récapitulatifs IV a) et b) contiennent un aperçu financier, présenté de la même façon que les tableaux récapitulatifs I et II, des activités d'appui financées au moyen d'autres ressources. Ils seront utilisés pour financer les dépenses d'appui aux activités de la GAVI (pour l'exercice biennal 2002-2003 seulement), les services d'achat apparaissant séparément sous les rubriques des autres ressources allouées aux programmes et des autres ressources concernant les remboursements respectivement.

28. Pour l'exercice biennal 2002-2003, l'on a conservé le taux de vacances de 6 % pour les postes d'administrateur recruté sur le plan international. Le taux de change et le multiplicateur utilisés aux fins des indemnités de poste sont ceux en vigueur au 1er septembre 2001, et le taux moyen d'inflation a été établi à 3 et 5 % par an respectivement pour le siège et pour les bureaux extérieurs.

Figure G
Répartition des dépenses, par catégories, 2002-2003

Tableau 8
Postes financés par les ressources ordinaires : modifications proposées pour 2002-2003

Unité administrative	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur recrutés sur le plan international										Agents des services généraux et autres catégories		Total général
	2000-2001	SGA SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total nationaux	Adminis-trateurs nationaux	Total général	2002-2003	
Nombre de postes approuvés pour 2000-2003	4	27	58	249	135	58	790	244	1 433	2 467			
Augmentation (diminution) du nombre de postes													
A. Appui aux programmes													
1. Bureaux de pays et bureaux régionaux													
Afrique de l'Ouest et Afrique australe	364	0	0	3	1	6	10	5	2	17	381		
Afrique de l'Est et Afrique australe	350	0	0	0	1	4	5	2	3	10	360		
Amériques et Caraïbes	235	0	0	1	3	4	12	(6)	(12)	(6)	229		
Asie de l'Est et Pacifique	217	0	0	3	1	2	6	(3)	(9)	(6)	211		
Asie du Sud	249	0	0	(1)	0	3	2	2	(10)	(6)	243		
Moyen-Orient et Afrique du Nord	179	0	0	2	0	3	5	(2)	(2)	1	180		
Europe centrale et orientale, Communauté d'États indépendants et États baltes	121	0	0	0	1	1	3	2	0	5	126		
Total (net) – A.1	1 715	0	0	8	7	23	43	0	(28)	15	1 730		
2. Siège													
Division des programmes	105	0	0	(1)	(5)	(3)	0	1	(8)	0	(4)	93	
Bureau des programmes d'urgence	22	0	0	(2)	0	(1)	(1)	(4)	0	(2)	(6)	16	
Division des politiques et de la planification													
(Section de l'information et de l'appareil qualité)	0	0	0	1	4	2	0	0	7	0	4	11	
Division des approvisionnements	106	0	0	(2)	(2)	(2)	(1)	(7)	0	14	7	113	
Système de gestion des programmes (PROMS)	2	0	0	1	1	4	1	7	0	0	7	9	
Centre de recherche Innocenti (Florence)	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	
Bureau régional pour l'Europe, Section des opérations d'urgence	6	0	0	0	1	0	0	1	0	0	1	7	
Total (net) – A.2	242	0	0	(3)	(2)	1	0	(4)	0	12	8	250	
Total net – A	1957	0	0	5	24	5	39	0	(16)	23	1 980		
B. Gestion et administration													
Bureau du Directeur général	18	0	0	0	0	0	1	1	0	0	1	19	

Unité administrative	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur recrutés sur le plan international											Total général	2002-2003
	2000-2001	SGA SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total nationaux	Adminis-trateurs nationaux	services généraux et autres catégories		
Division des politiques et de la planification	36	0	0	(1)	(3)	(1)	0	1	(4)	0	(4)	(8)	28
Bureau de l'évaluation	0	0	0	1	2	1	0	0	4	0	3	7	7
Bureau de la vérification interne des comptes ^a	20	0	0	0	0	0	1	0	1	0	(1)	0	20
Bureau du Secrétaire du Conseil d'administration	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	(1)	(1)	9
Bureau du financement des programmes	31	0	0	0	0	(1)	0	1	0	0	0	0	31
Bureau des relations avec les organismes des Nations Unies et des relations extérieures	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9
Division de la communication	67	0	0	0	0	(3)	2	0	(1)	0	(3)	(4)	63
Division des ressources humaines	82	0	0	0	(1)	2	(1)	0	0	0	1	1	83
Division de la gestion administrative et financière	114	0	0	0	0	1	1	1	3	0	(1)	2	116
Division de la gestion des ressources en matière d'information ^b	72	0	0	0	0	5	5	8	18	0	6	24	96
Bureau pour le Japon	7	0	0	0	0	1	1	0	2	(1)	1	2	9
Bureau régional pour l'Europe (Genève) ^c	44	0	0	0	1	0	1	4	6	0	3	9	53
Total (net) – B	510	0	0	0	(1)	5	10	16	30	(1)	4	33	543
Total, variation nette du nombre de postes (augmentation/diminution)	2 467	0	0	0	4	10	34	21	69	(1)	(12)	56	2 523
Reclassements de postes													
A. Appui aux programmes													
Bureaux de pays et bureaux régionaux													
Afrique de l'Ouest et Afrique australe	0	0	0	0	2	1	(3)	0	0	0	0	0	0
Afrique de l'Est et Afrique australe	0	0	2	(2)	2	(2)	0	0	0	0	0	0	0
Amériques et Caraïbes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Asie de l'Est et Pacifique	0	0	1	1	(2)	0	0	0	0	0	0	0	0
Asie du Sud	0	0	0	0	1	(1)	0	0	0	0	0	0	0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Europe centrale et orientale, Communauté d'États indépendants et États baltes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Siège	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Division des programmes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Unité administrative	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur recrutés sur le plan international										Total général	2002- 2003
	2000- 2001	SGA SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total nationaux	Agents des services généraux et autres catégories		
Bureau des programmes d'urgence	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Division des politiques et de la planification (section de l'information et de l'apparence qualité)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Division des approvisionnements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Système de gestion des programmes (PROMS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Centre de recherche Innocenti (Florence)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bureau régional pour l'Europe, section des opérations d'urgence	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total (net) – A	0	0	3	1	2	(6)	0	0	0	0	0	0
B. Gestion et administration de l'Organisation												
Siège												
Bureau du Directeur général	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Division des politiques et de la planification	0	0	2	(2)	1	(1)	0	0	0	0	0	0
Bureau de l'évaluation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bureau de la vérification interne des comptes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bureau du Secrétaire du Conseil d'administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bureau du financement des programmes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bureau des relations avec les organismes des Nations Unies et des relations extérieures	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Division de la communication	0	0	0	0	1	0	(1)	0	0	0	0	0
Division des ressources humaines	0	0	0	0	0	1	(1)	0	0	0	0	0
Division de la gestion administrative et financière	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Division de l'informatique	0	0	0	1	0	(1)	0	0	0	0	0	0
Bureau pour le Japon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bureau régional pour l'Europe (Genève)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total (net) – B	0	0	2	(1)	2	(1)	(2)	0	0	0	0	0
Total, reclassements de postes (nets)	0	0	5	0	4	(7)	(2)	0	0	0	0	0
Total, variations nettes	0	0	5	4	14	27	19	69	(1)	(12)	56	
Nombre de postes proposés pour 2002-2003	4	27	63	253	273	162	77	859	243	1 421	2 523	

- ^a Y compris un poste d'administrateur recruté sur le plan international transféré de la Division du secteur privé.
- ^b Le total comprend 21 nouveaux postes et 3 postes d'administrateur recruté sur le plan international transférés de la Division du secteur privé.
- ^c Le total comprend 2 nouveaux postes et 7 postes (3 postes d'administrateur recruté sur le plan international et 4 postes d'agent des services généraux) transférés de la Division du secteur privé.

B. Appui aux programmes

29. L'élément « Appui aux programmes » du budget comprend deux volets : a) appui aux programmes – bureaux de pays et bureaux régionaux; b) appui aux programmes – siège. Comme on peut le voir au tableau 5, les dépenses d'appui aux programmes représentent les deux tiers du budget d'appui. Les ressources en personnel affectées à cet élément, comme l'illustre le tableau 7, constituent 78,5 % du total des ressources en personnel, dont 68,6 % sont affectés aux bureaux de pays et aux bureaux régionaux et 9,9 % aux divisions d'appui aux programmes du siège.

1. Bureaux de pays et bureaux régionaux

30. Sur le terrain, l'UNICEF comprend 126 bureaux de pays et bureaux de zone et sept bureaux régionaux qui appuient la coopération aux programmes dans 162 pays et territoires. On entend par « bureau de zone » un bureau qui dessert plus d'un pays. Les bureaux de zone et de pays sont dirigés par un représentant de l'UNICEF, qui est responsable de toutes les activités du bureau entreprises dans le pays ou les pays considérés. Les sept bureaux régionaux fournissent des services d'appui aux programmes et d'encadrement.

31. Comme le montre le tableau 5, le budget des bureaux de pays et des bureaux régionaux accuse une augmentation nominale de 16,5 millions de dollars, c'est-à-dire de 5,9 %, ce qui porte leur budget total pour l'exercice biennal 2002-2003 à 295,7 millions de dollars, soit 52 % du total du budget d'appui. À la suite d'une révision systématique des plans de gestion du programme de pays, les ressources nécessaires ont été réaffectées de manière à satisfaire les besoins prioritaires tout en réduisant au minimum toute croissance réelle. Lors de cette réaffectation des ressources, l'on s'est attaché surtout aussi à accroître le nombre de postes pourvus par les personnes recrutées sur le plan international afin de sauvegarder le caractère international du Fonds, d'accroître le nombre de postes de début de carrière pour attirer de jeunes administrateurs et à renforcer les moyens informatiques.

32. Des augmentations sont proposées dans certains domaines clés afin que les bureaux régionaux disposent des capacités minimum nécessaires pour développer et appuyer les activités régionales dans les principaux secteurs prioritaires reflétés dans le plan stratégique à moyen terme, pour renforcer la connectivité mondiale sécurisée en ayant recours à la Société internationale des télécommunications aéronautiques ou à des microterminaux dans tous les cas où cela sera possible et permettre au Fonds de financer la partie qui lui revient des dépenses de renforcement de la sûreté et de la sécurité de tout le personnel des Nations Unies dans les pays (voir le paragraphe 24 ci-dessus).

33. Il est proposé de porter de 1 715 à 1 730 le total des effectifs des bureaux de pays et des bureaux régionaux financés au titre du budget d'appui. L'on trouvera ci-après une brève explication des changements proposés dans chaque région. En outre, une comparaison par région du total des ressources allouées aux programmes et à l'appui aux programmes en 2000-2001 et 2002-2003 figure au tableau 9. L'annexe III, enfin, contient une estimation des ressources allouées aux programmes et du budget d'appui pour chaque pays.

Afrique de l'Ouest et Afrique centrale

34. Les activités dans la région seront axées sur les domaines auxquels la priorité a été accordée dans le plan stratégique à moyen terme. Dans le secteur de l'éducation, un accent particulièrement marqué sera mis sur la qualité, spécialement dans le contexte de l'éducation des filles. On s'emploiera à promouvoir le développement des jeunes enfants en encourageant l'application d'une approche intégrée englobant la santé, la nutrition, les soins, l'eau et l'assainissement. Cette région venant au deuxième rang parmi celles qui sont les plus touchées par le VIH/sida, il faudra privilégier la prévention grâce à des changements de comportement, la prévention de la transmission du VIH/sida de la mère à l'enfant et les soins aux orphelins et aux autres enfants affectés. En outre, les activités d'analyse et les services consultatifs concernant les politiques économiques et sociales tendront à faire en sorte que les droits des enfants soient dûment pris en compte dans les processus d'élaboration des bilans communs de pays et des plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement, dans les approches sectorielles et dans les stratégies de réduction de la pauvreté.

35. Il est proposé de renforcer les activités menées par le bureau régional dans les domaines de la lutte contre le VIH/sida, de la protection des enfants et du développement des jeunes enfants en créant quatre nouveaux postes d'administrateur recruté sur le plan international financés au titre du budget d'appui et 11 postes de projet financés au moyen d'autres ressources, sous réserve que celles-ci soient disponibles.

36. En outre, il est proposé de renforcer les activités concernant la planification et l'élaboration de plans d'intervention en cas d'urgence en créant à un niveau élevé un poste dont le titulaire dirigera l'équipe chargée de fournir un appui aux bureaux de pays, de surveiller l'évolution des crises naissantes et de préparer les bureaux établis dans des pays où les risques sont élevés à intervenir en cas d'urgence. Pour renforcer les services de planification des approvisionnements, de logistique au plan national et d'achat dans la région, il a été créé un poste P-5 de planificateur régional des approvisionnements qui sera financé au moyen de ressources précédemment allouées à la Division des approvisionnements à Copenhague (voir le paragraphe 93 a) ci-dessous). En outre, il est proposé d'étoffer les moyens informatiques pour faire face à la complexité accrue des services d'informatique et de télécommunications dans la région. De plus, le Groupe des services communs d'Abidjan qui dessert le bureau régional et les bureaux de pays sera renforcé à la lumière de l'expansion des activités de ces bureaux.

37. Par ailleurs, il est proposé de fusionner les petits bureaux situés au Gabon, en Guinée équatoriale et à Sao Tomé-et-Principe afin de mettre en place une structure de gestion commune, et de baser le représentant de l'UNICEF au Gabon, ce qui devrait améliorer l'économie et l'efficacité des programmes dans ces trois pays. Il est proposé en outre de développer les activités de communication et de plaidoyer et de créer à cette fin des postes d'administrateur recruté sur le plan international au Bénin, au Gabon et au Libéria. Dans le domaine de l'informatique, il est prévu d'affecter dans chaque pays au moins un informaticien pour garantir la connectivité mondiale et assurer la gestion des systèmes. Il faudra aussi accroître les capacités de gestion des opérations, domaine qui revêt une importance capitale, en reclassant les postes d'administrateur des opérations au Burkina Faso, au Ghana, en République démocratique du Congo et en Sierra Leone ainsi que des bureaux de zone au Nigéria.

38. Le total des effectifs proposés pour les bureaux régionaux et les bureaux de pays en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale dans le cadre du budget d'appui est de 381 postes, soit 98 postes d'administrateur recruté sur le plan international, 56 postes d'administrateur recruté sur le plan national et 227 postes d'agent des services généraux; c'est-à-dire une augmentation de dix postes, de cinq postes et de deux postes respectivement dans chacune des catégories susmentionnées. Les économies réalisées grâce aux gains d'économie et d'efficacité et la fermeté du dollar des États-Unis ont permis d'étoffer les capacités régionales en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale tout en limitant le budget total de l'exercice biennal 2002-2003 à 56,5 millions de dollars, soit 1,4 million de dollars de moins que l'exercice biennal précédent.

Afrique de l'Est et Afrique australe

39. Conformément aux priorités reflétées dans le plan stratégique à moyen terme et compte tenu du fait que cette région est celle qui est le plus gravement touchée par le VIH/sida, l'accent sera mis surtout sur tous les aspects de la prévention du VIH/sida, des soins et de la protection. En outre, la prévention et le traitement du paludisme, la nutrition, l'approvisionnement en eau et l'assainissement constitueront des éléments importants de la stratégie intégrée de développement des jeunes enfants. Il est prévu par ailleurs de renforcer les activités de préparation et d'élaboration de plans d'intervention en cas d'urgence, en tant que stratégie intersectorielle visant à garantir la réalisation de toutes les priorités de l'organisation.

40. L'approche de gestion du bureau régional a été modifiée : le plan de travail est axé sur des tâches concrètes, les activités sont plus étroitement coordonnées et le travail se fait en équipes pour que le bureau puisse faire face aux exigences nouvelles sans qu'il soit nécessaire d'accroître considérablement les ressources. Afin d'intensifier les activités menées dans les domaines prioritaires reflétés dans le plan stratégique à moyen terme, il est proposé de créer 12 postes de projet financés au moyen d'autres ressources, pour autant que celles-ci soient disponibles. S'agissant de la gestion opérationnelle, il est proposé de créer un poste d'administrateur des ressources humaines et un poste d'agent des services généraux pour laisser aux conseillers généraux pour les opérations, les ressources humaines et l'informatique plus de temps pour pouvoir donner des conseils et fournir un appui aux bureaux de pays de la région. En outre, les tâches concernant les approvisionnements ont été rationalisées et regroupées au sein de la Section des approvisionnements qui dessert tous les bureaux à partir de Nairobi (Kenya), c'est-à-dire l'Opération Survie Soudan, le Centre d'appui en Somalie, le bureau de pays au Kenya et le bureau régional.

41. Au cours des dix dernières années, les situations d'urgence dans la région ont été plus nombreuses que dans toute autre. L'on s'est attaché en priorité à atténuer l'impact de cette situation en intégrant les activités de préparation et d'élaboration de plans d'intervention en cas d'urgence aux activités de planification des programmes de pays et d'élaboration des plans annuels d'intervention.

42. Il est envisagé d'étoffer les moyens de communication et de plaidoyer soit en reclassant certains postes existants, soit en créant de nouveaux postes d'administrateur aux bureaux de l'Afrique du Sud, du Burundi, de l'Érythrée, de l'Éthiopie, et de la République-Unie de Tanzanie.

43. En outre, il est proposé de renforcer le Centre régional d'approvisionnements en Afrique du Sud en le dotant de trois postes supplémentaires – un poste d'administrateur recruté sur le plan international et deux postes d'agent des services généraux – qui seraient financés au moyen du budget transféré de la Division des

approvisionnement de Copenhague (voir le paragraphe 93 b) ci-dessous). Conformément aux politiques établies et aux critères de classification type de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), particulièrement pour le classement des postes de représentant, il est proposé de reclasser à D-1 les postes de représentants au Burundi et en Somalie. En outre, le bureau au Burundi a entrepris de créer un poste de responsable de la sécurité, qui sera pourvu par un administrateur recruté sur le plan international qui était précédemment financé au moyen d'autres ressources.

44. En tout, les effectifs proposés au titre du budget d'appui sont de 360 postes, à savoir 102 postes d'administrateur recruté sur le plan international, 48 postes d'administrateur recruté sur le plan national et 210 postes d'agent des services généraux, soit un complément de cinq postes, deux postes et trois postes respectivement dans chacune des catégories susmentionnées. Enfin, il est proposé d'accroître de 2,7 millions de dollars, pour le porter de 54,7 millions à 57,4 millions de dollars, le budget total de la région pour l'exercice biennal 2002-2003.

Amériques et Caraïbes

45. Dans la région des Amériques et des Caraïbes, les domaines d'activité prioritaires reflétés dans le plan stratégique à moyen terme mettront particulièrement l'accent sur la participation des adolescents, qui constitueront une stratégie intersectorielle visant à garantir la jouissance des droits des enfants. La réduction des disparités occupera également une place de premier plan dans les cinq domaines d'activité prioritaires, et les activités seront appuyées par des analyses des politiques socio-économiques et des programmes de collecte de données. La préparation et l'élaboration de plans d'intervention en cas d'urgence constitueront un élément important de la programmation.

46. Le bureau régional a saisi l'occasion que lui offrait l'installation de Santa Fé de Bogota (Colombie) à Panama, en 2000, pour revoir la structure de ses programmes et ajuster ses effectifs en conséquence. Il en est résulté la création à un niveau de début de carrière de six postes d'administrateur recruté sur le plan international dont les titulaires appuieront l'exécution des programmes sectoriels et renforceront les sections des opérations et de la communication.

47. Il a été mené dans la région une vaste opération de programmation : 19 des 25 bureaux de la région doivent présenter de nouveaux programmes de pays à partir de 2002. De ce fait, il a été possible, lors de l'examen de la gestion des programmes de pays, d'aligner les structures opérationnelles sur les exigences des programmes dans l'ensemble de la région.

48. Il a été réalisé des gains d'efficacité en combinant les opérations des bureaux du cône austral, c'est-à-dire des bureaux établis en Argentine, au Chili et en Uruguay. Il en est résulté une redistribution des ressources qui a permis au bureau de pays en Uruguay d'avoir un budget d'appui pour l'exercice biennal et d'un poste P-4 de représentant assistant. Les résultats que donnera le centre conjoint d'opérations des trois bureaux sont suivis de près pour déterminer si des économies pourraient être réalisées en appliquant ce modèle dans d'autres secteurs de l'organisation.

49. Pour améliorer l'équilibre entre administrateurs recrutés sur les plans national et international et sauvegarder ainsi le caractère international de l'organisation, trois postes d'administrateur recruté sur le plan national ont été convertis en postes d'administrateur recruté sur le plan international dans les bureaux en Bolivie et au

Brésil. Il est également envisagé de renforcer les bureaux à Cuba et au Paraguay en y créant un deuxième poste d'administrateur recruté sur le plan international.

50. Les capacités dans les domaines des opérations et de l'informatique seront étoffées dans les bureaux de la Barbade, de Cuba, du Guatemala et du Guyana, ce qui sera compensé par des réductions opérées dans les bureaux situés au Belize, en Colombie et au Panama.

51. En tout, les effectifs proposés au titre du budget d'appui sont de 229 postes, à savoir 61 postes d'administrateur recruté sur le plan international, 41 postes d'administrateur recruté sur le plan national et 127 postes d'agent des services généraux, soit un complément de 12 postes d'administrateur recruté sur le plan international et une réduction de six postes d'administrateur recruté sur le plan national et de 12 postes d'agent des services généraux. Enfin, il est proposé d'accroître de 0,4 million de dollars, pour le porter de 43,4 millions à 43,8 millions de dollars, le budget total de la région pour l'exercice biennal 2002-2003.

Asie de l'Est et Pacifique

52. Dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique, l'accent sera mis sur des aspects propres à la région des cinq priorités de l'organisation, par exemple, la qualité de l'éducation des filles, le renforcement du système de santé, l'introduction de nouveaux vaccins, la prévention du VIH et des infections sexuellement transmissibles, l'appui aux orphelins et autres enfants affectés, la traite des femmes et des enfants et les systèmes de surveillance des mesures de protection de l'enfance. Les autres priorités dans la région seront l'élaboration de plans d'intervention en cas d'urgence, l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène, la nutrition, la maternité sans risques et l'analyse socio-économique des disparités et des tendances.

53. Au bureau régional, compte tenu de la priorité qu'il a été décidé d'accorder dans la région à la lutte contre le VIH/sida, il est proposé que le poste de Conseiller régional pour le VIH/sida soit financé non plus au moyen d'autres ressources mais au titre du budget d'appui. En outre, il est proposé de créer, sous réserve de réductions correspondantes des effectifs existants du bureau régional, de nouveaux postes de conseillers régionaux pour l'analyse des politiques économiques et sociales et le suivi et l'évaluation afin de renforcer les activités dans ces domaines. Par ailleurs, il est envisagé d'étoffer les moyens informatiques pour pouvoir traiter de plus grandes quantités de données, ainsi que de doter les bureaux de pays d'antennes fixes et de téléphones par satellite.

54. À la suite de l'élaboration d'un nouveau programme de pays biennal pour le Timor oriental (2001-2002), approuvé par l'Administration transitoire du Timor oriental, l'assistance de l'UNICEF est axée non plus tant sur les secours d'urgence mais plutôt sur les activités de relèvement et de développement. Le prochain programme de pays sera soumis au Conseil d'administration en 2002, mais il a été alloué un nouveau budget d'appui biennal pour le bureau au Timor oriental qui comporte un poste P-5 de représentant spécial, deux postes P-3 de fonctionnaire des opérations et de la communication et cinq postes d'agent des services généraux, ce qui s'est traduit par une augmentation de 69 % – c'est-à-dire 1,59 million de dollars sur 2,3 millions de dollars au total – du budget d'appui de la région.

55. Conformément à la politique établie et aux critères standard de classement de la CFPI, en particulier en ce qui concerne le classement des postes de représentant, il est proposé de reclasser à D-1 et P-5 les postes de représentants au Cambodge et

en Mongolie respectivement en raison de l'augmentation du volume et de la complexité des programmes organisés dans ces pays.

56. En outre, il est proposé de renforcer l'appui opérationnel au Cambodge, en Chine, en Indonésie et dans les îles du Pacifique, et cela a déjà été fait pour les activités de communication au Viet Nam. Les bureaux au Viet Nam et en République démocratique populaire lao ont pu réaliser des économies, et le loyer du bureau de pays en Indonésie a été réduit.

57. En tout, les effectifs proposés au titre du budget d'appui sont de 211 postes, à savoir 60 postes d'administrateur recruté sur le plan international, 19 postes d'administrateur recruté sur le plan national et 132 postes d'agent des services généraux, soit un complément de six postes d'administrateur recruté sur le plan international et une réduction de trois postes d'administrateur recruté sur le plan national et de neuf postes d'agent des services généraux. Enfin, il est proposé d'accroître de 2,3 millions de dollars, pour le porter de 31,95 millions à 34,27 millions de dollars, le budget total de la région pour l'exercice biennal 2002-2003.

Asie du Sud

58. Les priorités de l'organisation correspondent très étroitement à la situation et aux priorités régionales en Asie du Sud, où l'accent sera mis sur deux activités prioritaires, à savoir la réduction de la mortalité maternelle grâce à une élimination de ses causes sous-jacentes et l'amélioration de la qualité de l'eau, l'assainissement de l'environnement et l'amélioration des pratiques d'hygiène.

59. Le bureau régional a l'intention d'améliorer la qualité des services d'encadrement des bureaux et des programmes de pays en fournissant aux équipes de pays un appui technique accru et en développant les capacités dans les domaines des ressources humaines, des opérations et de l'informatique. Il est proposé en outre d'accroître les capacités techniques stratégiques, grâce à un financement au titre des autres ressources, dans les domaines des services consultatifs sur les programmes et de la préparation et de l'élaboration de plans d'intervention en cas d'urgence.

60. Il est envisagé d'adjoindre au Spécialiste régional de l'informatique un autre administrateur recruté sur le plan international afin d'appuyer la mise en place des systèmes, l'utilisation accrue qui est faite des bases de données et les mécanismes de présentation de rapports. En ce qui concerne les opérations, il est proposé de créer deux postes d'administrateur recruté sur le plan national chargés des ressources humaines et de l'administration et des finances. En outre, il est proposé de doter la Section de la santé et de la nutrition d'un poste supplémentaire d'administrateur national de programme, la création des postes susmentionnés devant être compensée par la suppression d'un poste P-5 de conseiller en matière de nutrition.

61. Des crédits accrus sont demandés pour couvrir les dépenses de sécurité afférentes aux bureaux en Afghanistan, au Népal et à Sri Lanka, tandis que les dépenses opérationnelles ont augmenté pour le bureau des Maldives. Il est proposé de renforcer les moyens informatiques et l'élaboration de plans d'intervention en cas d'urgence dans la plupart des bureaux de pays. Afin de consolider les activités de gestion des opérations à Sri Lanka, le poste de fonctionnaire des opérations sera désormais pourvu par recrutement international. S'agissant du bureau au Pakistan, il est proposé de créer un poste de fonctionnaire des finances recruté sur le plan international pour pouvoir superviser de plus près la gestion financière des bureaux provinciaux, et un poste d'administrateur recruté sur le plan international a été créé pour appuyer la gestion des ressources humaines au bureau établi au Bangladesh.

62. En tout, les effectifs proposés au titre du budget d'appui sont de 243 postes, à savoir 44 postes d'administrateur recruté sur le plan international, 31 postes d'administrateur recruté sur le plan national et 168 postes d'agent des services généraux, soit un complément de deux postes d'administrateur recruté sur le plan international et de deux postes d'administrateur recruté sur le plan national et une réduction de 10 postes d'agent des services généraux. Enfin, il est proposé d'accroître de 2,09 millions de dollars, pour le porter de 29,25 millions à 31,34 millions de dollars, le budget total de la région pour l'exercice biennal 2002-2003.

Moyen-Orient et Afrique du Nord

63. Dans cette région, l'UNICEF concentrera ses activités sur plusieurs domaines d'activité essentiels correspondant aux cinq priorités de l'organisation. Dans le secteur de l'éducation, il a été décidé de privilégier l'éducation des filles et des autres groupes désavantagés. S'agissant de l'initiative concernant les vaccinations et les soins de santé primaires, l'on s'attachera surtout à renforcer le système de santé et à introduire de nouveaux vaccins. Par ailleurs, les programmes de développement intégré des jeunes enfants tendront à promouvoir la participation des communautés et des parents. En matière de lutte contre le VIH/sida, les efforts tendront à amener le public à reconnaître la gravité du problème et à encourager la prévention, surtout parmi les adolescents. S'agissant de la protection de l'enfance, l'accent sera mis sur la réforme du système juridique et des politiques nationales. Enfin, la préparation et la formulation de plans d'intervention en cas d'urgence, la réduction de la mortalité maternelle et les questions liées aux adolescents seront les autres priorités poursuivies dans la région.

64. Il est proposé de créer au bureau régional un poste P-5 de conseiller régional afin de renforcer les activités de suivi et d'évaluation; ainsi que de doter la Section de la communication d'un poste supplémentaire d'administrateur recruté sur le plan international dont le titulaire s'occupera surtout des relations avec les médias, de la recherche, des coproductions et de la gestion des activités de plaidoyer au moyen d'ambassadeurs itinérants. En revanche, il est proposé de supprimer le poste de spécialiste des politiques sociales et le poste d'administrateur régional, les attributions correspondantes devant être transférées aux unités qui s'occupent des programmes et des services consultatifs.

65. S'agissant des opérations, il est proposé de doter le bureau régional de capacités accrues d'appuyer les bureaux de pays dans les domaines de la planification et de la gestion des approvisionnements, des ressources humaines, de l'informatique et des télécommunications grâce à la création d'un poste P-5 d'administrateur régional des approvisionnements, d'un poste P-3 d'informaticien et d'un poste d'administrateur auxiliaire des ressources humaines. Le poste P-5 sera financé au moyen des ressources transférées de la Division des approvisionnements de Copenhague (voir le paragraphe 93 a) ci-dessous).

66. Il a été créé un Groupe chargé des services communs qui doit desservir le bureau en Jordanie et le bureau régional afin de maximiser l'efficacité et l'efficience dans les domaines de l'administration, des finances et des ressources humaines. Des économies ont été réalisées en regroupant les postes existants des deux bureaux pour constituer ce groupe.

67. Dans les bureaux de pays, l'on s'est attaché en priorité à améliorer dans toute la mesure possible l'équilibre entre les postes d'administrateur recruté sur les plans international et national dans le contexte du réexamen des postes financés au titre du budget d'appui dans des domaines comme la communication, les opérations et

l'informatique. Cet effort a également permis de faire en sorte que la plupart des bureaux de pays disposent d'au moins deux postes d'administrateur recruté sur le plan international.

68. Il est proposé d'étoffer les capacités en matière de communication et d'informatique dans les limites des ressources disponibles en revoyant la structure des compétences et des effectifs. La priorité a été accordée à l'installation du matériel SITA ou de microterminaux afin de permettre des communications mondiales sécurisées et de gérer au mieux les systèmes d'informatique.

69. Il est proposé d'ajouter au bureau de Djibouti un poste d'administrateur recruté sur le plan international chargé des opérations, et il est proposé d'accroître la proportion des dépenses de sécurité imputables aux bureaux établis en Algérie, au Soudan, au Yémen et dans les territoires palestiniens.

70. En tout, les effectifs proposés au titre du budget d'appui sont de 180 postes, à savoir 46 postes d'administrateur recruté sur le plan international, 28 postes d'administrateur recruté sur le plan national et 106 postes d'agent des services généraux, soit un complément de cinq postes d'administrateur recruté sur le plan international et une réduction de deux postes d'administrateur recruté sur le plan national et de deux postes d'agent des services généraux. Enfin, il est proposé d'accroître de 1,4 million de dollars, pour le porter de 31,1 millions à 32,5 millions de dollars, le budget total de la région pour l'exercice biennal 2002-2003.

Europe centrale et orientale, Communauté d'États indépendants et États baltes

71. Conformément aux priorités reflétées dans le plan stratégique à moyen terme, on s'emploiera dans cette région à promouvoir le développement et la participation des adolescents, l'accent étant mis simultanément sur d'autres priorités régionales comme la distribution de sel iodé; l'accès à des services de développement des jeunes enfants de qualité; l'accès universel de tous les enfants à une éducation de qualité; la réduction de l'infection par le VIH chez les jeunes et l'accès de toutes les femmes enceintes à des services de prévention de la transmission du VIH/sida à l'enfant; réforme des politiques de protection sociale afin de promouvoir les soins familiaux et l'inclusion sociale des minorités et des handicapés; et établissement de systèmes nationaux de collecte de données sur l'exploitation, la violence et les mauvais traitements.

72. Afin de consolider et de développer les résultats déjà obtenus, il faut que le bureau régional soit mieux à même de dialoguer avec tous les principaux acteurs et partenaires de la région. Aussi est-il proposé de lui adjoindre un poste de planificateur. Un poste P-5 de conseiller régional en matière de santé a été supprimé afin de pouvoir créer un nouveau poste d'administrateur chargé de l'éducation et du développement des jeunes enfants. L'on aura recours aux autres ressources pour promouvoir l'utilisation de sel iodé de sorte qu'une consommation universelle dans la région permette d'éliminer les troubles dus aux carences en iode. En outre, il est proposé d'adjoindre un nouveau poste P-3 de spécialiste de la communication à la Section de la communication afin de renforcer les activités de plaidoyer et de promouvoir la création de partenariats et d'alliances en faveur des droits des enfants. Cela sera compensé par la suppression d'un poste P-3 de fonctionnaire d'administration et de la comptabilité qui n'est plus nécessaire.

73. Il est proposé de créer au bureau établi en Ukraine un poste P-4 de représentant assistant qui était précédemment financé au titre du budget du programme de pays. Le bureau de zone de Sarajevo (Bosnie-Herzégovine) devrait être transféré à Bel-

grade (République fédérale de Yougoslavie) afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacité de ses activités et le statut de ces bureaux sera modifié en conséquence, notamment avec l'adjonction d'un poste P-3 d'administrateur des opérations.

74. Les budgets d'appui des bureaux de pays où sont réalisés des programmes de plus faible envergure (Biélorus, Roumanie et Ukraine) ont été accrus pour faire face à l'augmentation des dépenses de fonctionnement et des télécommunications.

75. Par ailleurs, il est envisagé d'étoffer les services de communication grâce à la création de deux postes supplémentaires au Tadjikistan et en Ouzbékistan. Il est également proposé de créer trois autres postes de fonctionnaire des communications au Biélorus, en Fédération de Russie et en Ukraine, ces augmentations étant compensées par la suppression d'autres postes imputés au budget régional d'appui.

76. En tout, les effectifs proposés au titre du budget d'appui sont de 126 postes, à savoir 41 postes d'administrateur recruté sur le plan international, 19 postes d'administrateur recruté sur le plan national et 66 postes d'agent des services généraux, soit un complément de trois postes d'administrateur recruté sur le plan international et de deux postes d'administrateur recruté sur le plan national. Enfin, il est proposé d'accroître de 1,1 million de dollars, pour le porter de 22,3 millions à 23,4 millions de dollars, le budget total de la région pour l'exercice biennal 2002-2003.

Tableau 9
Emploi des ressources : répartition par région des dépenses au titre des programmes et de l'appui aux programmes
 (En milliers de dollars des États-Unis)

	2000-2001				2002-2003							
	Masse commune des ressources (Montant)	Autres ressources (Montant)	Total partiel des ressources (Montant)	Pour- centage (Montant)	Fonds d'affectation spéciales (Montant)	Total des ressources (Montant)	Masse commune des ressources (Montant)	Autres ressources (Montant)	Total partiel des ressources (Montant)	Pourcen- tage (Montant)	Fonds d'affec- tation spéciale Montant	Total des ressources (Montant)
Région Afrique de l'Ouest et Afrique centrale												
A. Programmes	165 626,3	105 253,7	270 880,0	0	0	270 880,0	171 021,0	133 137,4	304 158,4	0	0	304 158,4
B. Appui aux programmes	48 053,2	0	48 053,2	0	0	48 053,2	46 543,3	0	46 543,3	0	0	46 543,3
Bureau de pays	9 842,8	0	9 842,8	0	0	9 842,8	9 912,6	0	9 912,6	0	0	9 912,6
Bureau régional												
Total partiel, appui aux programmes	57 896,0	0	57 896,0	0	0	57 896,0	56 455,9	0	56 455,9	0	0	56 455,9
Total, région Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	223 522,3	106 253,7	328 776,0	15,5	0	328 776,0	227 476,9	133 137,4	360 614,3	15,5	0	360 614,3
Région Afrique de l'Est et Afrique australe												
A. Programmes	149 515,7	207 068,8	356 584,5	0	0	356 584,5	155 595,2	238 652,6	394 247,8	0	0	394 247,8
B. Appui aux programmes	44 979,8	0	44 979,8	0	0	44 979,8	46 900,2	0	46 900,2	0	0	46 900,2
Bureau de pays	9 675,7	0	9 675,7	0	0	9 675,7	10 450,9	0	10 450,9	0	0	10 450,9
Bureau régional												
Total partiel, appui aux programmes	54 655,5	0	54 655,5	0	0	54 655,5	57 351,1	0	57 351,1	0	0	57 351,1
Total, région Afrique de l'Est et Afrique australe	204 171,2	207 068,8	411 240,0	19,3	0	411 240,0	212 946,3	238 652,6	451 598,9	19,4	0	451 598,9
Région Amériques et Caraïbes												
A. Programme	49 410,8	109 982,0	159 392,8	0	0	159 392,8	43 590,7	103 468,4	147 059,1	0	0	147 059,1
B. Appui aux programmes	35 642,8	0	35 642,8	0	0	35 642,8	34 798,0	0	34 798,0	0	0	34 798,0
Bureau de pays												

	2000-2001				2002-2003							
	Masse commune des ressources (Montant)	Autres ressources (Montant)	Total partiel des ressources (Montant)	Pourcentage	Fonds d'affectation spéciales (Montant)	Total des ressources (Montant)	Masse commune des ressources (Montant)	Autres ressources (Montant)	Total partiel des ressources (Montant)	Pourcentage	Fonds d'affectation spéciale (Montant)	Total des ressources (Montant)
Bureau régional	7 790,3	0	7 790,3	0	0	7 790,3	8 962,9	0	8 962,9	0	0	8 962,9
Total partiel, appui aux programmes	43 433,1	0	43 433,1	0	0	43 433,1	43 760,9	0	43 760,9	0	0	43 760,9
Total, région Amériques et Caraïbes	92 843,9	109 982,0	202 825,9	9,5	0	202 825,9	87 351,6	103 468,4	190 820,0	8,2	0	190 820,0
Région Asie de l'Est et Pacifique												
A. Programmes	89 479,2	93 465,5	182 944,7	0	0	182 944,7	80 965,3	113 217,5	194 182,8	0	0	194 182,8
B. Appui aux programmes	24 002,0	0	24 002,0	0	0	24 002,0	26 808,2	0	26 808,2	0	0	26 808,2
Bureau régional	7 945,1	0	7 945,1	0	0	7 945,1	7 461,9	0	7 461,9	0	0	7 461,9
Total partiel, appui aux programmes	31 947,1	0	31 947,1	0	0	31 947,1	34 270,1	0	34 270,1	0	0	34 270,1
Total, région Asie de l'Est et Pacifique	121 426,3	93 465,5	214 891,8	10,1	0	214 891,8	115 235,4	113 217,5	228 452,9	9,8	0	228 452,9
Région Asie du Sud												
A. Programmes	157 122,8	131 045,0	288 167,8	20 000,0	308 167,8	143 273,3	192 173,2	335 446,2	7 000,0	342 446,5	0	342 446,5
B. Appui aux programmes	23 988,5	0	23 988,5	0	23 988,5	25 477,0	0	25 477,0	0	25 477,0	0	25 477,0
Bureau régional	5 261,6	0	5 261,6	0	5 261,6	5 860,2	0	5 860,2	0	5 860,2	0	5 860,2
Total partiel, appui aux programmes	29 250,1	0	29 250,1	0	29 250,1	31 337,2	0	31 337,2	0	31 337,2	0	31 337,2
Total, région Asie du Sud	186 372,9	131 045,0	317 417,9	14,9	20 000,0	337 417,9	174 610,5	192 173,2	366 783,7	15,8	7 000,0	373 783,7
Région Moyen-Orient et Afrique du Nord												
A. Programmes	51 070,4	100 688,7	151 759,1	30 000,0	181 759,1	46 488,0	96 317,7	141 805,7	163 000,0	304 805,7	0	304 805,7
B. Appui aux programmes	24 010,0	0	24 010,0	0	24 010,0	24 357,9	0	24 357,9	0	24 357,9	0	24 357,9

	2000-2001				2002-2003					
	Masse commune des ressources (Montant)	Autres ressources (Montant)	Total partiel des ressources (Montant)	Pourcentage d'affectation spéciale (Montant)	Fonds communs des ressources (Montant)	Autres ressources (Montant)	Total partiel des ressources (Montant)	Pourcentage d'affectation spéciale (Montant)	Fonds d'affectation spéciale (Montant)	Total des ressources (Montant)
Bureau régional	7 103,4	0	7 103,4	0	7 103,4	0	8 183,2	0	0	8 183,2
Total partiel, appui aux programmes	31 113,4	0	31 113,4	0	31 113,4	0	32 541,1	0	0	32 541,1
Total, région Moyen-Orient et Afrique du Nord	82 183,8	100 688,7	182 872,5	8,6	30 000,0	95 317,7	174 346,8	7,5	163 000,0	337 346,8
Région CEE, CEI et États baltes										
A. Programmes	32 180,6	77 600,2	109 780,8	0	109 780,8	92 644,8	125 919,2	0	0	125 919,2
B. Appui aux programmes	15 329,0	0	15 329,0	0	15 329,0	0	15 939,9	0	0	15 939,9
Bureau régional	6 931,5	0	6 931,5	0	6 931,5	7 450,0	7 450,0	0	0	7 450,0
Total partiel, appui aux programmes	22 260,5	0	22 260,5	0	22 260,5	23 389,8	23 389,8	0	0	23 389,8
Total, région CEE, CEI et États baltes	54 441,1	77 600,2	132 041,3	6,2	132 041,3	92 644,8	149 309,0	6,4	0	149 309,0
Programmes multinationaux										
A. Programmes	25 228,0	15 935,7	41 163,7	1,9	41 163,7	30 742,8	43 412,8	1,9	0	43 412,8
Fonds non alloués	50 376,0	0	50 376,0	2,4	47 000,0	124 645,7	107 767,8	4,6	265 000,0	372 767,8
Appui central aux programmes										
Bureau de pays et bureaux régionaux	8 561,1	0	8 561,1	0,4	8 561,1	16 547,3	16 547,3	0,7	0	16 547,3
Siège	70 628,4	0	70 628,4	3,3	70 628,4	77 462,9	77 462,9	3,3	0	77 462,9
Recettes budgétaires										
Bureaux de pays et bureaux régionaux	-31 000,0	24 000,0	-7 000,0	-2,000,0	-5 000,0	37 300,0	-8 300,0	3 300,0	3 300,0	-5 000,0
Appui aux programmes, siège	-19 100,0	6 700,0	-12 400,0	500,0	-11 900,0	10 200,0	-11 800,0	3 300,0	3 300,0	-8 500,0
Gestion et administration de l'organisation	-17 700,0	6 300,0	-11 400,0	500,0	-11 900,0	9 000,0	-11 700,0	2 400,0	2 400,0	-9 300,0

	2000-2001			2002-2003							
	Masse commune des ressources (Montant)	Total partiel des ressources (Montant)	Pourcentage (Montant)	Fonds d'affectation spéciales (Montant)	Total des ressources (Montant)	Masse commune des ressources (Montant)	Total partiel des ressources (Montant)	Pourcentage (Montant)	Fonds d'affectation spéciale (Montant)	Total des ressources (Montant)	
Total, recettes budgétaires	-67 800,0	37 000,0	-30 800,0	3 000,0	-27 800,0	-88 300,0	-31 800,0	56 500,0	9 000,0	-22 800,0	
Total UNICEF											
A. Programmes	770 009,8	841 039,6	1 611 049,4	75,8	97 000,0	1 708 049,4	670 000,0	1 124 000,1	77,0	435 000,0	2 229 000,1
B. Appui aux programmes											
Bureaux de pays et bureaux régionaux	248 116,8	24 000,0	272 116,8	12,8	2 000,0	274 116,8	250 053,4	37 300,0	12,3	3 300,0	290 653,4
Appui au siège	60 528,4	6 700,0	67 228,4	3,2	500,0	67 728,4	55 462,9	10 200,0	2,8	3 300,0	68 962,9
Total partiel, appui aux programmes	308 645,2	30 700,0	339 345,2	16,0	2 500,0	341 845,2	305 516,3	47 500,0	15,2	6 600,0	359 616,3
Total, programmes et appui aux programmes	1 078 655,0	871 739,6	1 950 394,6	91,8	99 500,0	2 049 894,6	975 516,3	1 171 500,1	92,2	441 600,0	2 588 616,4
C. Gestion et administration de l'organisation	169 068,5	6 300,0	175 368,5	8,2	500,0	175 868,5	172 352,7	9 000,0	7,8	2 400,0	183 752,7
Total UNICEF	1 247 723,5	878 039,6	2 125 763,1	100,0	100 000,0	2 225 763,1	1 147 869,0	1 180 500,1	100,0	444 000,0	2 772 369,1

2. Siège

77. Les services du siège assurent la direction stratégique et l'encadrement de l'ensemble des activités et sont responsables de la planification stratégique du plaidoyer et l'encadrement au niveau de l'organisation dans son ensemble. Les services du siège fournissent également la définition de la perspective mondiale de l'UNICEF en y intégrant les données d'expérience et les apports provenant de tous les éléments de l'organisation et en veillant à ce qu'il soit tenu compte de cette perspective mondiale dans la planification, l'élaboration des politiques et les directives applicables dans le programme de gestion et d'assurance qualité. Les responsabilités actuelles des différents bureaux et divisions sont décrites dans « L'organisation du secrétariat du Fonds des Nations Unies pour l'enfance » (E/ICEF/Organization/Rev.1).

Siège : appui aux programmes

78. Conformément à la définition commune de l'appui aux programmes figurant dans le rapport intitulé « Harmonisation des budgets : PNUD, FNUAP et UNICEF » et à la réorganisation du groupe des programmes (voir le tableau 10), les divisions et les sections du siège qui s'occupent de l'appui aux programmes sont la Division des programmes, le Bureau des programmes d'urgence, le Centre de recherche Innocenti, la Division des approvisionnements et la Section de la direction des programmes et de l'assurance qualité de la Division des politiques et de la planification.

79. Le budget total de l'appui aux programmes au siège a été ramené de 79,6 millions de dollars en 2000-2001 à 77,5 millions de dollars en 2002-2003. Du point de vue des effectifs, et afin de garantir l'excellence des programmes et la réalisation des priorités reflétées dans le plan stratégique à moyen terme alors que des plafonds budgétaires ont été imposés aux divisions du siège, le groupe des programmes a été réorganisé. Cette réorganisation a été fondée sur les principales considérations ci-après :

a) Rendre la fonction évaluation plus indépendante et rehausser sa visibilité pour permettre à l'UNICEF de s'acquitter de son obligation redditionnelle et de mettre en place un système crédible de programmation et de gestion axé sur les résultats, qui est l'une des principales exigences identifiées dans le plan stratégique à moyen terme;

b) Appliquer les principes convenus lors de la concertation menée au niveau de l'ensemble de l'organisation pour intégrer la programmation dans des situations d'urgence ou instables et éviter une programmation « verticale » des opérations d'urgence;

c) Établir un lien plus étroit entre la direction des politiques et des programmes au plan mondial et les activités d'assurance qualité;

d) Planifier les ajustements budgétaires et structurels à l'intérieur d'une enveloppe de ressources financières réduites.

80. Sur la base ces principes, l'ancienne Division des programmes et l'ancienne Division de l'évaluation, des politiques et de la planification ont été réorganisées et rebaptisées Division des programmes, Division des politiques et de la planification

et Bureau de l'évaluation, chacune de ces unités relevant du Sous-Directeur général chargé des programmes et de la planification stratégique.

81. Cette structure, telle qu'elle est résumée au tableau 10 ci-dessous, a permis de réduire les effectifs totaux financés au titre du budget d'appui du groupe des programmes de 170 à 163 postes, et le montant total du budget d'appui se situera à 44,7 millions de dollars, soit un chiffre semblable à celui de l'exercice 2000-2001.

Tableau 10
Groupe des programmes
(En millions de dollars des États-Unis)

	<i>Budget d'appui</i>		<i>Nombre de postes</i>	
	<i>200-2001</i>	<i>2002-2003</i>	<i>2000-2001</i>	<i>2002-2003</i>
Division des programmes ^a	26,6	24,7	105	93
Division des politiques et de la planification ^b	9,9	11,2	36	39
Bureau de l'évaluation ^c	0,0	2,2	0	7
Bureau des programmes d'urgence ^a	5,7	4,3	22	16
Section des programmes d'urgence à Genève ^a	1,9	2,0	6	7
Centre de recherche Innocenti ^a	0,3	0,3	1	1
Total, Groupe des programmes	44,4	44,7	170	163

^a Éléments de ligne de crédits appui aux programmes.

^b La Section de la direction des programmes et de l'assurance qualité est financée au titre des crédits ouverts pour l'appui aux programmes, et le reste vient des crédits ouverts pour la gestion et l'administration.

^c Élément de la ligne de crédits gestion et administration.

82. La Division des programmes assure la direction générale de la formulation des politiques et des stratégies de programmation, sur la base des enseignements retirés des programmes de pays, en collaboration avec les fonds et programmes des Nations Unies et les autres partenaires. Les objectifs fixés dans la plan de gestion de la Division des programmes pour l'exercice biennal 2002-2003 lui permettront d'assurer la direction technique des activités dans tous les domaines prioritaires reflétés dans le plan stratégique à moyen terme, l'accent étant mis sur l'obtention de résultats au plan national; le renforcement des capacités pour appuyer les bureaux de terrain et resserrer la collaboration interorganisations; et le suivi et l'analyse des dernières informations statistiques disponibles concernant les dépenses afférentes aux programmes et les tendances interrégionales.

83. Pour s'acquitter des tâches mentionnées, la Division des programmes a réorienté et restructuré les activités en les centrant, sur la base de pôles techniques, sur les priorités de l'organisation; a transféré la Section de la direction des programmes et de l'assurance qualité à la Division des politiques et de la planification; et a ajouté un Groupe d'interventions humanitaires à la Section de la collaboration interorga-

nisations et de l'appui aux bureaux extérieurs qui relevait précédemment du Bureau des opérations d'urgence.

84. Une étroite collaboration horizontale sera institutionnalisée au sein du Groupe des programmes tout en préservant des structures hiérarchiques bien définies, spécialement pour la communication avec les bureaux extérieurs. Le transfert du Groupe de l'intervention humanitaire du Bureau des opérations d'urgence fera de la Section de la collaboration interorganisations et de l'appui aux bureaux extérieurs de la Division des programmes l'unité du siège qui centralisera toutes les interventions relatives aux programmes, notamment pour fournir des secours humanitaires efficaces aux enfants et aux femmes vivant dans des environnements instables ou en situations d'urgence.

85. Indépendamment des postes redéployés à la Division des politiques et de la planification et des postes transférés du Bureau des opérations d'urgence, les effectifs de la Division des programmes subiront une réduction nette de trois postes d'administrateur (un poste P-5, un poste P-4 et un poste P-3) et d'un poste d'agent des services généraux, tandis qu'un autre poste P-4 sera reclassé P-2. En outre, cette suppression de postes a permis de proposer la création d'un poste D-1 dont le titulaire sera chargé de la Section de la lutte contre le VIH/sida et d'un poste P-4 de spécialiste des vaccinations afin de disposer des capacités minimum eu égard aux priorités de l'organisation.

Bureau des programmes d'urgence

86. À New York et à Genève, les principaux domaines d'activité du Bureau des opérations d'urgence seront l'élaboration de politiques et le plaidoyer dans le domaine humanitaire, la préparation de plans d'intervention en cas d'urgence, le renforcement des capacités, l'amélioration de la sécurité du personnel et la gestion des crises. Le plan de gestion du Bureau des opérations d'urgence prévoit l'intégration de la programmation dans les situations instables ou d'urgence et évite une programmation «verticale» de ce type d'interventions. Au sein du Groupe des programmes réorganisé, par conséquent, le Groupe d'interventions humanitaires du Bureau des opérations d'urgence a été fusionné avec la Section de la collaboration interorganisations et de l'appui aux bureaux extérieurs de la Division des programmes. Simultanément, le mécanisme de coordination interdivisions a été institutionnalisé afin d'améliorer l'efficacité des opérations d'urgence et d'appui aux bureaux extérieurs.

87. Dans le contexte de cette réorganisation, trois postes d'administrateur (un poste P-5, un poste P-4 et un poste P-3) et un poste d'agent des services généraux du Groupe d'interventions humanitaires seront transférés à la Section de la collaboration interorganisations et de l'appui aux bureaux extérieurs de la Division des programmes, et un poste P-2 et un poste d'agent des services généraux seront supprimés. En outre, il a été transféré au Bureau des opérations d'urgence à Genève un poste P-5 de Chef du Service d'appui interorganisations des Coordonnateurs du Comité permanent interorganisations/Comité exécutif du secrétariat aux affaires humanitaires. C'est également au tableau d'effectifs de l'UNICEF que figure le poste de Spécialiste de la sécurité du personnel du Bureau du Coordonnateur des mesures de sécurité des Nations Unies, les dépenses y afférentes étant partagées entre les institutions intéressées.

88. Le Centre d'opérations, financé en majeure partie au titre du budget d'appui et partiellement au moyen d'autres ressources, continuera de fonctionner 24 heures par jour, sept jours par semaine, et travaille en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies.

89. Cela étant, les effectifs du Bureau des opérations d'urgence seront de 7 postes d'administrateur et de 9 postes d'agent des services généraux au siège, à New York, et de 5 postes d'administrateur et de 2 postes d'agent des services généraux au Bureau régional pour l'Europe à Genève.

Centre de recherche Innocenti

90. Le Centre de recherche Innocenti (CRI) de Florence (Italie), qui fait partie du Groupe des programmes de l'UNICEF, continue de faire fonction de base internationale de connaissances et de centre de formation pour appuyer les activités de recherche et la formulation des politiques et programmes de l'UNICEF. Le CRI continue d'être financé principalement au moyen des autres ressources, à l'exception du poste de Directeur, qui est financé au titre du budget d'appui. Le programme actuel du CRI s'étend jusqu'à la fin de 2002, et un nouveau programme pour la période 2003-2005 sera présenté au Conseil d'administration en septembre 2002.

Division des approvisionnements

91. En 2000, l'UNICEF a acheté pour 502 millions de dollars de fournitures, dont 288 millions de dollars par l'intermédiaire de sa Division des approvisionnements, à Copenhague, et 214 millions de dollars par le biais des bureaux de pays. Ces chiffres comprennent les approvisionnements achetés dans le cadre de contrats de services d'achat et du programme pétrole contre vivres en Iraq. Il est prévisible que le volume des achats augmentera du fait de ceux qui devront être effectués pour la GAVI.

92. La Division des approvisionnements continuera de s'attacher à acheter et à livrer au moment opportun des fournitures de qualité et à fournir les services connexes et à superviser toutes les activités d'achat. En outre, elle poursuivra son rôle stratégique, particulièrement pour la distribution de vaccins et de fournitures de vaccination ainsi que de produits pharmaceutiques et de micronutriments, en collaboration avec la Division des programmes, l'Organisation mondiale de la santé et l'industrie.

93. Le plafond budgétaire de la Division des approvisionnements pour 2002-2003 a été ramené de 28,7 millions à 25,8 millions de dollars. À l'intérieur de cette enveloppe, la Division des approvisionnements a apporté à son tableau d'effectifs les changements nécessaires pour renforcer son mandat tout en réalisant des économies pour pouvoir :

a) Renforcer la planification des approvisionnements et les prévisions sur le terrain en transférant un poste P-5 de planificateur des approvisionnements à la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et un autre à la région Afrique de l'Ouest et Afrique centrale;

b) Transférer un poste P-4 d'administrateur des contrats et deux postes d'agent des services généraux, pour l'étoffer, au Centre régional d'approvisionnements de Pretoria (Afrique du Sud);

c) Transférer un poste P-4 de spécialiste de la logistique et des opérations d'urgence chargé de coordonner la préparation et l'élaboration de plans d'intervention en cas d'urgence du siège de New York pour l'affecter à l'équipe de coordination des opérations d'urgence de la Division;

d) Transférer le financement budgétaire d'un poste P-4 d'analyste des systèmes de la Division de l'informatique.

94. La Division des approvisionnements est financée au titre du budget d'appui ainsi qu'au moyen des fonds provenant du GAVI et des recettes produites par les services d'achat. Au total, comme indiqué au tableau récapitulatif III, les effectifs de la Division des approvisionnements ont été ramenés de 162 à 158 postes. L'augmentation des postes financés au moyen du budget d'appui est compensée par une réduction des postes qui le sont au moyen des services d'achat. Le plafond budgétaire total de la Division des approvisionnements a été ramené à 24,8 millions de dollars après les virements de fonds nécessaires pour procéder aux redéploiements mentionnés au paragraphe 93 ci-dessus.

C. Gestion et administration de l'organisation

95. Les bureaux et divisions financés au titre du budget de la gestion et de l'administration sont le Bureau du Directeur général, le Bureau de l'évaluation, la Division des politiques et de la planification, le Bureau de financement des programmes, le Bureau du Secrétaire du Conseil d'administration, le Bureau des services de vérification interne des comptes, le Bureau des affaires des Nations Unies et des relations extérieures, le Bureau régional pour l'Europe à Genève, le Bureau pour le Japon, la Division de la communication, la Division des ressources humaines, la Division de la gestion financière et administrative et la Division de l'informatique.

96. Conformément à la stratégie consistant à maintenir les budgets des bureaux et des divisions du siège au même niveau nominal qu'en 2000-2001, il a été opéré des réductions et réalisé des économies, dans tous les cas où cela a été possible, pour couvrir les activités de base. Les bureaux et divisions auxquels il a été apporté des changements majeurs et dont les activités prioritaires ont augmenté sont décrits individuellement ci-dessous. Le total du budget proposé pour la gestion et l'administration se monte à 193,1 millions de dollars, soit 6,3 millions de dollars ou 3,4 % de plus que le budget approuvé pour l'exercice biennal 2000-2001.

97. La Division des ressources humaines, la Division de la gestion financière et administrative et la Division de l'informatique fournissent des services d'appui à la Division du secteur privé. Les titulaires des postes travaillent au sein d'unités fonctionnelles différentes à la gestion et à l'administration de l'organisation, mais le financement provient du budget de la Division du secteur privé. Afin de garantir la transparence des structures administratives et de faire apparaître le total des effectifs dont les divisions et bureaux ont besoin pour s'acquitter de leur obligation redditionnelle, tous les postes de ces divisions et bureaux financés au titre de la Division du secteur privé ont été transférés au tableau d'effectifs des bureaux intéressés sous réserve de remboursement des services correspondants de la Division du secteur privé.

Bureau du Directeur général

98. Le Bureau du Directeur général, les unités consultatives comme l'Équipe mondiale de gestion et divers bureaux et divisions fournissent les services de direction, de plaidoyer et d'encadrement relevant du Directeur général. Pour l'exercice biennal 2002-2003, il est proposé d'ajouter à ce bureau un nouveau poste P-2 pour normaliser les tâches accomplies par le personnel temporaire dans divers domaines : gestion de la correspondance du Bureau du Directeur général, rédaction de réponses et garantie de la qualité rédactionnelle de la correspondance signée par le Directeur général. Ainsi, le Bureau du Directeur général aurait au total 12 postes d'administrateur, y compris trois administrateurs généraux adjoints au rang de Sous-Secrétaire général, et sept agents des services généraux.

Bureau de l'évaluation

99. Conformément aux principes expliqués sous la rubrique des services d'appui aux programmes du siège (voir le paragraphe 79 a) ci-dessus), le Bureau de l'évaluation s'emploiera à garantir la transparence des activités d'évaluation et veillera, en élaborant des mécanismes et autres méthodes d'appui à cette fin, à ce que les résultats des évaluations soient utilisés de façon stratégique à tous les niveaux et soient systématiquement diffusés. Un élément central du travail de ce Bureau consistera à mettre en œuvre le plan pluriannuel d'évaluations qui comprend notamment des évaluations thématiques dans chacun des domaines d'activité prioritaires visés dans le plan stratégique à moyen terme. Des crédits ont été demandés pour ces évaluations dans la partie du budget-programme financée au moyen de la masse commune des ressources.

100. Le tableau d'effectifs du Bureau de l'évaluation comportera quatre postes d'administrateur et trois postes d'agent des services généraux redéployés de l'ancienne Division de l'évaluation, des politiques et de la planification, soit une augmentation nette de deux postes d'agent des services généraux par rapport à l'exercice biennal en cours.

Division des politiques et de la planification

101. La nouvelle structure de la Division des politiques et de la planification regroupe les fonctions concernant l'acquisition de connaissances, la formulation des politiques, l'élaboration de directives et l'assurance qualité. La Division comprend une Section des politiques mondiales, une Section de l'information stratégique, une Section de la direction des programmes et de l'assurance qualité et un Groupe de la planification stratégique. La Division fournira des services d'encadrement et réalisera des activités de plaidoyer touchant les politiques économiques et sociales en faveur de l'enfance, suivra la situation des enfants, renforcera la base d'informations, appuiera la mise en œuvre du plan stratégique à moyen terme dans son ensemble et veillera à l'application des normes les plus récentes en matière de direction et de qualité des programmes.

102. La Section des politiques mondiales et la Section de l'information stratégique ont été renforcées, tandis que la Section de la direction des programmes et de l'assurance qualité a été redéployée de la Division des programmes. Le Groupe de la

planification stratégique, qui joue un rôle crucial, constitue une unité distincte relevant directement du Directeur de la Division.

103. Indépendamment des nouveaux postes provenant du transfert de la Section de la direction des programmes et de l'assurance qualité de la Division des programmes, les principaux changements concernant la Division des politiques et de la planification sont les suivants :

- a) Suppression de deux postes P-5 et d'un poste P-4;
- b) Création au sein de la Section de l'information stratégique d'un poste P-4 et d'un poste P-2;
- c) Réduction nette d'un poste d'agent des services généraux;
- d) Reclassement de trois postes d'administrateur : reclassement à D-1 d'un poste P-5 et reclassement à P-4 d'un poste P-3 de la Section de l'information stratégique, et reclassement à D-1 d'un poste P-5 de la Section des politiques mondiales. Il est proposé de classer à D-1 le poste de Chef de la Section des politiques mondiales pour pouvoir retenir les services d'une personnalité de niveau élevé qui puisse influencer comme il convient les politiques économiques et les politiques de défense des droits de l'homme, partout dans le monde, au profit de l'enfance. Il est proposé de reclasser à D-1 le poste de Chef de la Section de l'information stratégique car il importe de renforcer le rôle de direction de l'organisation concernant le suivi de l'éducation des enfants et la collecte d'informations pour la réalisation des principales activités prioritaires prévues dans le plan stratégique à moyen terme.

Bureau de la vérification interne des comptes

104. Le Bureau de la vérification interne des comptes (BVIC) a accompli des progrès considérables pendant l'exercice biennal en cours concernant les méthodes d'audit, l'utilisation de moyens d'audit assisté par ordinateur et l'établissement de rapports d'audit fondés sur les risques. Pendant la période couverte par le plan stratégique à moyen terme, les audits réalisés par le BVIC porteront notamment sur les responsabilités qui incombent aux services vérifiés afin mettre la Direction générale mieux à même de savoir quels sont exactement les résultats de l'organisation ainsi que d'améliorer les possibilités pour l'UNICEF de réaliser les priorités visées dans le plan stratégique à moyen terme.

105. Le BVIC a réorganisé les structures de manière à en améliorer l'efficacité tout en réalisant des économies afin de demeurer dans les limites d'un budget à croissance nulle. Un poste P-5 actuellement financé par la Division du secteur privé a été ajouté, à des fins purement comptables, au budget du BVIC, les dépenses correspondantes étant remboursées par la Division du secteur privé, comme expliqué au paragraphe 97 ci-dessus. Ses effectifs totaux sont demeurés de 20 postes et son budget, de 6,6 millions de dollars, demeure inchangé par rapport à l'exercice biennal précédent.

Bureau régional pour l'Europe à Genève

106. Le Bureau régional pour l'Europe est chargé des relations avec 37 comités nationaux pour l'UNICEF et travaille avec la Division du secteur privé, le Bureau du financement des programmes et d'autres partenaires stratégiques pour mener une ac-

tion de plaider et promouvoir la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre du plan stratégique à moyen terme.

107. À Genève se trouvent le Bureau régional pour l'Europe centrale et orientale, la Communauté d'États indépendants et les États baltes, le Bureau des opérations d'urgence, la Division du secteur privé et le Bureau régional pour l'Europe. Il a été constitué un Groupe d'opérations commun pour fournir les services d'administration des ressources humaines, de la gestion financière et de l'informatique nécessaires à toutes ces unités. Il a été établi pour l'exercice biennal à venir un centre du coût au sein du Bureau régional pour l'Europe. Afin d'améliorer la transparence, sept postes (trois postes d'administrateur et quatre postes d'agent des services généraux) actuellement financés par la Division du secteur privé ont été transférés à ce groupe, comme il est expliqué au paragraphe 97 ci-dessus.

108. Les moyens administratifs et informatiques du Groupe d'opérations commun ont été renforcés avec la création de trois postes P-2 et de deux postes d'agent des services généraux, compensée par la suppression de quatre postes d'agent des services généraux, soit une augmentation nette d'un poste.

109. Les responsabilités en matière de gestion des contributions des comités nationaux ont été transférées du Bureau du financement des programmes au Bureau régional pour l'Europe. Pour pouvoir s'acquitter de ce travail supplémentaire, ce dernier propose de créer un poste P-3 de fonctionnaire du suivi des contributions et un poste d'agent des services généraux.

110. Le montant total du budget, à l'exclusion de la Section des opérations d'urgence, a été ramené de 13,6 millions à 12,7 millions de dollars par suite des économies rendues possibles par la variation des taux de change et des remboursements de la Division du secteur privé.

Bureau pour le Japon

111. En collaboration avec le Bureau du financement des programmes, le Bureau régional pour l'Europe et la Division du secteur privé, le Bureau pour le Japon a intensifié ses activités de mobilisation des ressources dans ce pays, conformément aux priorités de l'organisation. Il a fallu pour cela forcer l'interaction avec les personnalités gouvernementales et fournir des services accrus au niveau des programmes, ainsi que mener une action de plaider à un échelon plus élevé auprès des milieux politiques. L'on s'emploie à rehausser l'image de l'UNICEF au Japon grâce à la constitution d'un front uni et à un travail en équipe avec le Comité japonais pour l'UNICEF, la Ligue parlementaire pour l'UNICEF et les ambassadeurs itinérants.

112. Il est proposé de créer au sein du Bureau pour le Japon un poste P-4 et un poste d'agent des services généraux, et de transformer un poste d'administrateur national en poste pourvu par recrutement international. En tout, les effectifs passeront de sept à neuf postes, c'est-à-dire quatre postes d'administrateur recruté sur le plan international, un poste d'administrateur national et quatre postes d'agent des services généraux. Le budget total a été porté de 3,4 millions à 3,6 millions de dollars.

Division de la communication

113. Dans le cadre des efforts qu'il déploie pour promouvoir la réalisation des cinq priorités de l'organisation, l'UNICEF entreprendra une action d'information, de

communication et de plaider pour infléchir les activités de ses partenaires dans le sens souhaité. L'information sera largement diffusée au moyen des programmes de communication du Fonds. La Division de la communication joue un rôle important dans les efforts déployés dans ce domaine.

114. Le plan de gestion de la Division de la communication lui permet d'aligner ses activités sur les priorités énoncées dans le plan stratégique à moyen terme et d'axer ses ressources sur ses domaines d'activité prioritaires dans les limites de l'enveloppe budgétaire réduite qui lui a été allouée. La Division a également pris l'initiative d'élaborer une stratégie de communication, en collaboration avec les autres divisions du siège et les bureaux régionaux. Afin d'institutionnaliser les principales activités à mener à bien pour rehausser l'image de l'organisation, développer et gérer les sites Web de l'UNICEF et mener à bien les autres stratégies de communication, elle a réorienté ses ressources en réduisant les dépenses dans les domaines d'activité non prioritaires et en améliorant l'efficacité de ses programmes.

115. Les principaux changements et arbitrages effectués pour réaliser des économies sont les suivants :

a) Élimination des publications ne relevant pas du programme de base et adoption de mesures visant à privilégier le remboursement au moyen d'édition et de rédaction plutôt que les capacités de production et de distribution, l'accent étant mis sur la diffusion des publications de prestige comme *Le rapport sur la situation des enfants dans le monde* et le Rapport annuel de l'UNICEF;

b) Consolidation des fonctions administratives et budgétaires au sein d'une même unité et fusion des services de photocomposition et de conception;

c) Réduction des dépenses de fonctionnement au titre des frais de voyage et des services de consultants et du matériel.

116. L'effectif total de la Division de la communication a été réduit d'un poste d'administrateur et de trois postes d'agent des services généraux, ce qui a ramené le nombre total de postes de 67 à 63 pour l'exercice biennal à venir et le budget d'appui total de 18,9 millions à 18,7 millions de dollars.

Division des ressources humaines

117. Le plan de gestion élaboré pour l'exercice biennal à venir a pour but de promouvoir la réalisation de l'objectif stratégique de la Division des ressources humaines, qui est de fournir de manière nuancée, ponctuelle, individualisée et équitable des services d'administration des ressources humaines de haute qualité ainsi que de jouer un rôle mondial dans les fonctions concernant la gestion et le développement des unités d'administration des ressources humaines.

118. La Division des ressources humaines s'est réorganisée pour opérer les réductions requises et étoffer ses effectifs afin de pouvoir s'attacher principalement à développer les compétences dans les domaines d'activité prioritaires reflétés dans le plan stratégique à moyen terme, à planifier la succession et à recruter et former des administrateurs en début de carrière.

119. Pour ce qui est de la dotation en effectifs, il est proposé de supprimer au Bureau du Directeur un poste P-5 d'administrateur hors-classe des ressources humaines, et de consolider le Groupe de la planification et des opérations en lui adjoignant

un poste supplémentaire d'agent des services généraux et en reclassant à P-3 un poste P-2. La Section de l'organisation des carrières propose de créer deux postes, un nouveau poste P-4 et un poste d'agent des services généraux redéployés d'autres services, tandis que la Section de la formation et du perfectionnement propose de créer un nouveau poste P-4, ce qui serait compensé par la suppression d'un poste P-3. Les effectifs de la division font apparaître une augmentation nette d'un poste d'agent des services généraux, ce qui porte à 83 le nombre total de postes pour l'exercice biennal à venir. Le budget de la Division des ressources humaines reflète également les montants remboursés par la Division du secteur privé, comme expliqué au paragraphe 97 ci-dessus.

Division de la gestion financière et administrative

120. Des réformes majeures ont été introduites dans la Division de la gestion financière et administrative et ses effectifs ont été réduits de 18 postes et ramenés de 132 à 114 postes au cours des deux derniers exercices biennaux afin de tenir compte de la décentralisation et de l'intégration du processus budgétaire ainsi que de l'introduction de nouveaux systèmes, comme le Système de gestion des programmes (PROMS), le système intégré de gestion (SIG) de l'Organisation des Nations Unies et le Système financier et logistique. Les efforts devront être poursuivis pour intégrer tous ces systèmes de façon aussi systématique que possible.

121. Les priorités de la Division, telles qu'elles sont reflétées dans son plan de gestion, sont de contribuer au renforcement des bureaux de pays, d'améliorer les systèmes du processus financier et la qualité de l'information de gestion financière et d'assumer la responsabilité de toutes les questions affectant le bon fonctionnement financier de l'UNICEF.

122. Pour atteindre les objectifs susmentionnés, la Division de la gestion financière administrative devra accroître ses effectifs et y ajouter deux postes d'administrateur (un poste P-4 et un poste P-3), dont un transféré de la Division de l'informatique, afin d'améliorer les processus opérationnels et de faciliter l'intégration des systèmes, ainsi qu'un poste P-2 d'administrateur des effectifs, augmentation compensée par la suppression d'un poste des services généraux. En outre, les effectifs de la Division comportent deux nouveaux postes P-2 de spécialiste de la gestion des contributions, financés au titre des fonds d'affectation spéciale pour le programme pétrole contre vivres en Iraq et la GAVI.

Division de l'informatique

123. Au cours des deux exercices biennaux écoulés, l'UNICEF a eu pour stratégie d'investir dans l'informatique pour créer un environnement propice à une amélioration des processus opérationnels et de l'efficacité des opérations. Au cours de l'exercice biennal à venir, la plus haute priorité a été accordée à la protection des investissements déjà effectués dans l'informatique et à la stabilisation des systèmes, à améliorer l'intégration entre les systèmes, à renforcer les capacités du personnel et à maîtriser l'augmentation des coûts de maintenance dans un environnement caractérisé par une demande et un usage croissants des services informatiques. Les principaux changements ayant un impact sur le budget sont les suivants :

a) Un investissement supplémentaire dans des domaines critiques de la sécurité des systèmes d'informatique, dans les systèmes d'archivage et dans l'amélioration du Système financier logistique, comme indiqué ci-dessous;

b) Financement des coûts incompressibles de maintenance des principaux systèmes d'informatique mis en place au cours des exercices biennaux antérieurs;

c) Création de postes dont les titulaires seront appelés à réaliser des tâches clés dans le contexte des nouveaux systèmes d'informatique, tâches qui sont actuellement accomplies par du personnel temporaire et des consultants mais qui seront à l'avenir considérées comme des dépenses récurrentes;

d) Renforcement des moyens de télécommunications par radio et de communications en cas d'urgence conformément à la stratégie d'intervention en cas d'urgence élaborée par l'UNICEF.

Tableau 11

Répartition des dépenses afférentes aux technologies de l'information prévue pour 2002-2003

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Dépenses de personnel</i>	<i>Services contractuels</i>		<i>Achats de matériel et de logiciels</i>	<i>Divers</i>	Total
I. Fonctionnement et maintenance						
2000-2001	24 827,4	0	10 771,8	11 005,8	725,0	47 330,0
2002-2003	22 978,3	0	10 195,3	11 445,0	1 683,6	46 302,2
II. Amélioration des systèmes et grands projets						
Système financier logistique (mise à niveau)						
2002-2003	0	272,3	0	377,9	0	650,3
Sécurité des systèmes d'informatique						
2002-2003	825,5	0	0	523,0	45,3	1 393,8
Archivage						
2002-2003	0	749,1	0	834,9	34,5	1 618,4
Total partiel : Développement des grands systèmes						
2002-2003	825,5	1 021,4	0	1 735,8	79,8	3 662,5
III. Grand total (hors Division du secteur privé)						
2000-2001	24 827,4	0	10 771,8	11 005,8	725,0	47 330,0 ^a
2002-2003	23 803,8	1 021,4	10 195,3	13 180,8	1 763,3	49 964,7 ^b

^a Budget de la Division de l'informatique (37,4 millions de dollars) plus 9,9 millions de dollars de bureaux situés ailleurs qu'à New York.

^b Budget de la Division de l'informatique (45,6 millions de dollars) plus 4,4 millions de dollars au titre du matériel informatique acheté ailleurs qu'à New York.

124. Le projet de budget de la Division de l'informatique figurant au tableau 11, qui se monte au total à 50,0 millions de dollars pour l'exercice biennal 2002-2003, comprend 3,7 millions de dollars pour les trois projets ci-dessous, 4,4 millions de dollars pour l'acquisition de matériel et de logiciel sur le terrain, et 41,9 millions de dollars pour les activités de production et de maintenance au siège. Ce dernier chiffre de 41,9 millions de dollars se répartit approximativement comme suit :

a) 13,4 millions de dollars pour le développement, l'intégration et la maintenance des systèmes centraux (PROMS, Système et financier logistique et SIG);

b) 13,8 millions de dollars pour l'infrastructure et les applications pour faire en sorte que tous les systèmes soient intégrés à l'échelle mondiale et que les informations soient automatiquement transférées de l'un à l'autre. Ce chiffre comprend également les dépenses afférentes au service qui fournit un appui technique et des conseils aux usagers, partout dans le monde. La portée mondiale des opérations de l'UNICEF et le fait qu'il doit opérer sur différents fuseaux horaires signifient qu'un appui informatique du siège devra pouvoir être obtenu rapidement à tout moment. En moyenne, le service d'aide aux usagers reçoit de 1 500 à 2 000 appels par mois. Les nouveaux systèmes étant plus stabilisés, le délai nécessaire pour répondre aux demandes rapidement n'a cessé de diminuer pour tomber d'une dizaine de jours à moins de trois jours;

c) 5,1 millions de dollars pour l'architecture technique, la connectivité du réseau mondial et les télécommunications grâce à l'utilisation du SITA et de microterminaux par les bureaux sur le terrain;

d) 6,3 millions de dollars pour les licences de logiciel pour l'ensemble de l'organisation;

e) 3,3 millions de dollars pour la planification et la gestion de l'ensemble des opérations informatiques dans le monde.

Nouveaux projets

125. **Sécurité des systèmes d'informatique.** Ce projet a pour but d'améliorer la sécurité des systèmes d'informatique de l'ensemble de l'organisation grâce à l'élaboration de directives à ce sujet, à des activités de sensibilisation et de formation et à la mise de systèmes de contrôle. Le projet tendra à garantir l'intégrité et la protection des données de l'organisation et à prévenir tout accès non autorisé aux applications et aux réseaux de l'organisation. Son coût total est de 1,4 million de dollars pour l'exercice biennal, qui englobe le financement de trois postes.

126. **Archivage.** Le volume des données rassemblées pour l'administration des systèmes financiers de l'organisation a augmenté rapidement, de sorte qu'il importe de mettre en place un mécanisme d'archivage approprié fondé sur une série de principes, de règles et des procédures communs. Le système financier de l'organisation, fondé sur les « Systèmes, applications et produits » (SAP) doit être archivé d'ici à la mi-2002 dans la mesure où les données ne peuvent être conservées en ligne que sur une période de trois ans. À cette fin, il est prévu d'élaborer des procédures permettant à l'UNICEF d'archiver et de rechercher au moyen d'une seule et même plateforme des données anciennes provenant d'applications multiples. Cela devrait coûter 2,3 millions de dollars au titre de services de consultants, du matériel, du logiciel et

des autres dépenses de fonctionnement, y compris la part de la Division du secteur privé.

127. **Amélioration du Système financier et logistique (SFL).** Il faut mettre à niveau le SAP pour pouvoir utiliser la dernière version du système pour le secteur public (4.6.x) et améliorer la productivité et l'intégrité du système. Cette mise à niveau permettra à l'UNICEF de mieux tirer parti du SFL dans plusieurs domaines comme la comptabilisation des contributions des donateurs grâce au nouveau module, beaucoup plus perfectionné, de gestion des fonds; utiliser le montant des engagements budgétaires non réglés comme fonctionnalité standard; et améliorer les modules de gestion des frais de voyage et plusieurs autres modules, notamment en contrôlant de plus près l'entrée des données et les rapports. Le montant total des ressources nécessaires pour ce projet est de 2,9 millions de dollars, mais il est demandé au titre du budget d'appui un crédit de 850 000 dollars, y compris la part de la Division du secteur privé, en vue d'une exécution échelonnée, le solde des fonds devant être mobilisé au titre des autres ressources, comme c'est également le cas pour d'autres projets comme celui qui concerne la mise à jour du logiciel SAP, des ressources humaines et des services d'informatique, qui n'ont pas pu être financés au titre du budget d'appui.

128. En résumé, il est proposé de transférer un poste d'analyste des méthodes à la Division de la gestion financière et administrative (voir le paragraphe 122 ci-dessus) ainsi qu'un poste d'analyste des systèmes de la Division des approvisionnements (voir le paragraphe 93 d) ci-dessus); de convertir en postes permanents 25 postes pourvus à plein temps par des consultants et du personnel temporaire (19 postes d'administrateur et six postes d'agent des services généraux); et de reclasser deux postes d'administrateur de la Division de l'informatique au siège, à New York. Si l'on tient compte des trois nouveaux postes d'administrateur envisagés pour les nouveaux projets, il est proposé de créer au total 28 postes nouveaux (22 postes d'administrateur et six postes d'agent des services généraux).

129. En outre, trois postes d'administrateur actuellement financés par la Division du secteur privé ont été ajoutés au budget de la Division de l'informatique, les dépenses correspondantes étant remboursées par la Division du secteur privé, comme expliqué au paragraphe 97 ci-dessus. Par conséquent, le tableau d'effectif total de la Division de l'informatique pour l'exercice biennal à venir est de 105 postes, contre 74 pour l'exercice biennal précédent.

III. Projet de décision relatif aux ouvertures de crédit

130. Compte tenu de ce qui précède, le Directeur général recommande au Conseil d'administration d'adopter la décision ci-après :

Le Conseil d'administration,

Ayant examiné le projet de budget d'appui biennal de l'UNICEF pour l'exercice 2002-2003, contenu dans le document E/ICEF/2001/AB/L.10,

1. *Approuve* des crédits d'un montant brut de 566 169 000 dollars aux fins indiquées ci-après et décide que les recettes prévues, d'un montant de 88 300 000 dollars, viendront en déduction du montant brut des crédits ouverts, le montant estimatif net des crédits à ouvrir s'élevant ainsi à 477 869 000 dollars, ventilé comme suit :

Budget d'appui biennal pour l'exercice 2002-2003

(En milliers de dollars des États-Unis)

Appui aux programmes	
Bureaux de pays et bureaux régionaux	295 653,4
Siège	77 462,9
Total partiel	373 116,3
Gestion et administration de l'organisation	193 052,7
Montant brut total des crédits ouverts	566 169 0
<i>À déduire</i> : montant estimatif des recettes	88 300,0
Montant estimatif net des crédits à ouvrir	477 869,0

2. Autorise le directeur général à virer des ressources d'une ligne de crédits à l'autre jusqu'à concurrence de 5 % du montant correspondant à la ligne de crédits à laquelle le virement est effectué.

Tableau récapitulatif I

Prévisions budgétaires pour 2002-2003, ventilées par unité administrative pour chaque ligne de crédits

(En milliers de dollars des États-Unis)

Ligne de crédits/unité administrative	2000-2001 Crédits ouverts	Volume		Coût	Prévisions pour 2002-2003
		Montant	Pourcentage		
A. Appui aux programmes					
1. <i>Bureaux de pays et bureaux régionaux</i>					
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	57 896,0	1 178,0	2,0	(2 618,1)	56 455,9
Afrique de l'Est et Afrique australe	54 655,5	1 000,2	1,8	1 695,4	57 351,1
Amérique et Caraïbes	43 433,1	(261,6)	(0,6)	589,4	43 760,9
Asie de l'Est et Pacifique	31 947,1	1 614,6	5,1	708,4	34 270,1
Asie du Sud	29 250,1	(119,6)	(0,4)	2 206,7	31 337,2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	31 113,4	121,6	0,4	1 306,1	32 541,1
Europe centrale et orientale, CEI et États baltes	22 260,5	1 546,8	6,9	(417,5)	23 389,8
Bureaux de Pays et bureaux régionaux – crédits non répartis	8 561,1	6 700,2	78,3	1 286,0	16 547,3
Total partiel	279 116,8	11 780,2	4,2	4 756,4	295 653,4
2. <i>Siège</i>					
Division des programmes	26 576,5	(3 202,6)	(12,1)	1 367,6	24 741,5
Division des politiques et de la planification	0	2 330,9	N/A	729,6	3 060,5
Bureau des programmes d'urgence	5 679,1	(1 575,0)	(27,7)	196,0	4 300,1
Centre de recherche Innocenti (Florence)	291,5	(6,5)	100,0	93,6	378,6
Bureau régional pour l'Europe (Genève)					
– Section des secours d'urgence	1 895,0	343,7	18,1	(209,6)	2 029,1
Informatique (PROMS) et appui aux bureaux extérieurs	4 909,8	1 799,3	36,6	(1 426,0)	5 283,1
Division des approvisionnements	28 749,0	(2 946,1)	(10,2)	(980,6)	24 822,3
Siège : appui aux programmes – crédits non répartis	11 527,5	(420,5)	(3,6)	1 740,7	12 847,7
Total partiel	79 628,4	(3 676,8)	(4,6)	1 511,3	77 462,9
Total partiel, appui aux programmes	358 745,2	8 103,4	2,3	6 267,7	373 116,3
B. Gestion et administration de l'organisation					
Bureau du Directeur général	5 808,2	122,8	2,1	318,9	6 249,9
Division des politiques et de la planification	9 960,0	(1 855,6)	(18,6)	(42,6)	8 061,8
Bureau de l'évaluation	0	2 190,5	N/A	0	2 190,5
Bureau de la vérification interne des comptes	6 617,7	(388,9)	(5,9)	390,2	6 619,0
Bureau du Secrétaire du Conseil d'administration	2 429,0	(165,4)	(6,8)	113,1	2 376,7
Bureau du financement des programmes	7 668,2	(249,2)	(3,2)	191,8	7 610,8
Bureau des affaires des Nations Unies et des relations extérieures	2 149,7	(6,5)	(0,3)	113,1	2 256,3
Division de la communication	18 911,4	(1 076,8)	(5,7)	905,7	18 740,3

<i>Ligne de crédits/unité administrative</i>	<i>2000-2001 Crédits ouverts</i>	<i>Volume</i>		<i>Coût</i>	<i>Prévisions pour 2002-2003</i>
		<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>		
Division des ressources humaines	17 326,4	(745,3)	(4,3)	618,2	17 199,3
Division de la gestion administrative et financière	23 416,5	53,9	0,2	821,6	24 292,0
Division de l'informatique	32 475,1	3 791,5	11,7	4 101,0	40 367,6
Bureau pour le Japon	3 378,8	669,1	19,8	(446,1)	3 601,8
Bureau régional pour l'Europe (Genève)	13 634,8	199,8	1,5	(1 129,2)	12 705,4
Siège : gestion et administration de l'organisation	42 992,7	(1 261,7)	(2,9)	(949,7)	40 781,3
Total partiel, gestion et administration de l'organisation	186 768,5	1 278,2	0,7	5 006,0	193 052,7
Montant brut total des prévisions budgétaires	545 513,7	9 381,6	1,7	11 273,7	566 169,0
Prévisions de recettes	(67 800,0)	(20 500,0)	30,2	0	(88 300,0)
Montant net total des prévisions budgétaires	447 713,7	(11 118,4)	(2,3)	11 273,7	477 869,0

Tableau récapitulatif II
Prévisions budgétaires pour 2002-2003, ventilées par catégorie de dépenses pour chaque ligne de crédits
 (En milliers de dollars des États-Unis)

Ligne de crédits/unité administrative	2000-2001 Crédits ouverts	Volume		Coût	Prévisions pour 2002-2003
		Montant	Pourcentage		
A. Appui aux programmes					
1. Bureaux de pays et bureaux régionaux					
Postes	193 100,4	8 755,2	4,5	2 983,7	204 839,3
Autres dépenses de personnel	8 285,5	828,0	9,9	(968,8)	8 242,7
Consultants	1 652,9	(712,3)	(43,1)	46,5	987,1
Frais de voyage	12 166,8	(177,0)	(1,5)	661,3	12 651,1
Dépenses de fonctionnement	53 545,5	(4 491,1)	(8,4)	1 566,5	50 620,9
Mobilier et matériel	6 391,7	545,4	8,5	272,8	7 209,9
Remboursements ^a	3 876,0	7 032,0	181,4	194,4	11 102,4
Total partiel	279 116,8	11 780,2	4,2	4 756,4	295 653,4
2. Siège					
Postes	53 268,3	277,8	0,5	1 266,6	54 812,7
Autres dépenses de personnel	5 668,8	(1 559,5)	(27,5)	(1 360,1)	2 749,2
Consultants	419,6	1 825,2	435,0	134,7	2 379,5
Frais de voyage	2 972,4	(166,9)	(5,6)	111,1	2 916,6
Dépenses de fonctionnement	13 843,2	(3 727,0)	(26,9)	1 197,3	11 313,5
Mobilier et matériel	1 554,8	(266,7)	(17,2)	49,6	1 337,7
Remboursements ^a	1 901,3	(59,7)	(3,1)	112,1	1 953,7
Total partiel	79 628,4	(3 676,8)	(4,6)	1 511,3	77 462,9
Total partiel, appui aux programmes	358 745,2	8 103,4	(0,4)	6 267,7	373 116,3
B. Gestion et administration de l'organisation					
Postes	117 992,5	7 084,1	6,0	2 050,0	127 126,6
Autres dépenses de personnel	10 559,6	(7 856,2)	(74,4)	1 361,7	4 065,1
Consultants	2 201,7	7 571,7	343,9	582,7	10 356,1
Frais de voyage	5 833,9	(492,1)	(8,4)	214,5	5 556,3
Dépenses de fonctionnement	35 201,3	(3 592,0)	(10,2)	(72,6)	31 536,7
Mobilier et matériel	5 744,9	4 403,5	76,7	617,2	10 765,6
Remboursements ^a	9 234,6	(5 840,8)	(63,2)	252,5	3 646,3
Total partiel, gestion et administration de l'organisation	186 768,5	1 278,2	0,7	5 006,0	193 052,7
Total					
Postes	364 361,2	16 117,1	4,4	6 300,3	386 778,6
Autres dépenses de personnel	24 611,9	(8 587,7)	(34,9)	(967,2)	15 057,0
Consultants	4 274,2	8 684,6	203,2	763,9	13 722,7

<i>Ligne de crédits/unité administrative</i>	<i>2000-2001 Crédits ouverts</i>	<i>Volume</i>		<i>Coût</i>	<i>Prévisions pour 2002-2003</i>
		<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>		
Frais de voyage	20 973,1	(836,0)	(4,0)	986,9	21 124,0
Dépenses de fonctionnement	102 590,0	(11 810,1)	(11,5)	2 691,2	93 471,1
Mobilier et matériel	13 691,4	4 682,2	34,2	939,6	19 313,2
Remboursements ^a	15 011,9	1 131,5	7,5	559,0	16 702,4
Montant brut total des prévisions budgétaires	545.513,7	9 381,6	1,7	11 273,7	566 169,0
Prévisions de recettes	(67 800,0)	(20 500,0)	30,2	–	(88 300,0)
Montant net total des prévisions budgétaires	477 713,7	(11 118,4)	(2,3)	11 273,7	477 869,0

^a Y compris les contributions aux activités et services conjoints et les remboursements de la Division du secteur privé.

Tableau récapitulatif III
Prévisions de répartition des postes pour 2002-2003, par source de financement et par unité administrative

Source de financement	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur recrutés sur le plan international										Agents des services généraux et catégo- ries apparentées	Total général	
	SGA		recrutés sur le plan international										Administrateurs recrutés sur le plan national
	SSG	Total	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total				
A. Appui aux programmes													
1. Bureaux de pays et bureaux régionaux													
<i>Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</i>													
Masse commune des ressources 2000-2001	0	2	4	34	29	18	1	88		51	225	364	
Masse commune des ressources 2002-2003	0	2	4	39	31	21	1	98		56	227	381	
<i>Afrique de l'Est et Afrique australe</i>													
Masse commune des ressources 2000-2001	0	2	6	29	30	26	4	97		46	207	350	
Masse commune des ressources 2002-2003	0	2	8	27	33	28	4	102		48	210	360	
<i>Amériques et Caraïbes</i>													
Masse commune des ressources 2000-2001	0	1	2	23	21	2	0	49		47	139	235	
Masse commune des ressources 2002-2003	0	1	2	24	24	6	4	61		41	127	229	
<i>Asie de l'Est et Pacifique</i>													
2000-2001													
Masse commune des ressources	0	3	4	19	18	8	2	54		22	141	217	
Autres ressources provenant des remboursements	0	0	0	0	0	0	0	0		1	1	2	
Total	0	3	4	19	18	8	2	54		23	142	219	
2002-2003													
Masse commune des ressources	0	3	5	23	17	10	2	60		19	132	211	
Autres ressources provenant des remboursements	0	0	0	0	0	0	0	0		1	1	2	
Total	0	3	5	23	17	10	2	60		20	133	213	
<i>Asie du Sud</i>													
2000-2001													
Masse commune des ressources	0	4	4	15	16	3	0	42		29	178	249	
Autres ressources provenant des remboursements	0	0	0	0	0	1	0	1		1	1	3	
Total	0	4	4	15	16	4	0	43		30	179	252	

Source de financement	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur recrutés sur le plan international										Total général		
	SGA SSG					Administrateurs recrutés sur le plan national						Agents des services généraux et catégo- ries apparentées	
	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total						
2002-2003													
Masse commune des ressources	0	4	4	14	17	5	0	44	31	168	243		
Autres ressources provenant des remboursements	0	0	0	0	1	0	0	1	3	6	10		
Total	0	4	4	14	18	5	0	45	34	174	253		
<i>Moyen-Orient et Afrique du Nord</i>													
Masse commune des ressources 2000-2001	0	1	4	18	15	3	0	41	30	108	179		
Masse commune des ressources 2002-2003	0	1	4	20	15	6	0	46	28	106	180		
<i>Europe centrale et orientale, CEI et États baltes</i>													
Masse commune des ressources 2000-2001	0	1	4	12	15	4	2	38	17	66	121		
Masse commune des ressources 2002-2003	0	1	4	12	16	5	3	41	19	66	126		
Total A.1 : Appui aux programmes - Bureaux de pays et bureaux régionaux													
2000-2001													
Masse commune des ressources	0	14	28	150	144	64	9	409	242	1 064	1 715		
Autres ressources provenant des remboursements	0	0	0	0	0	1	0	1	2	2	5		
Total (net) - A.1	0	14	28	150	144	65	9	410	244	1 066	1 720		
2002-2003													
Masse commune des ressources	0	14	31	159	153	81	14	452	242	1 036	1 730		
Autres ressources provenant des remboursements	0	0	0	0	1	0	0	1	4	7	12		
Total A.1	0	14	31	159	154	81	14	453	246	1 043	1 742		
2. Siège													
<i>Division des programmes</i>													
Masse commune des ressources 2000-2001	0	1	9	32	15	4	3	64	0	41	105		
Autres ressources provenant des remboursements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total	0	1	9	32	15	4	3	64	0	41	105		
Masse commune des ressources 2002-2003	0	1	8	27	12	4	4	56	0	37	93		
Autres ressources provenant des remboursements	0	0	0	0	1	0	0	1	0	1	2		
Total	0	1	8	27	13	4	4	57	0	38	95		

Source de financement	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur recrutés sur le plan international										Agents des services généraux et catégo- ries apparentées	Total général
	SGA		Administrateurs recrutés sur le plan national							Total		
	SSG	Total	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1				
<i>Bureau des programmes d'urgence</i>												
Masse commune des ressources 2000-2001	0	1	1	1	3	2	3	1	11	0	11	22
Masse commune des ressources 2002-2003	0	1	1	1	1	2	2	0	7	0	9	16
<i>Division des politiques et de la planification (Section de la direction des programmes et de l'assurance qualité)</i>												
Masse commune des ressources 2000-2001	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Masse commune des ressources 2002-2003	0	0	1	4	2	0	0	7	4	0	11	11
<i>Division des approvisionnements</i>												
2000-2001												
Masse commune des ressources	0	1	2	12	18	12	6	51	0	55	106	106
Autres ressources provenant des remboursements	0	0	0	0	13	3	1	17	0	39	56	56
Autres ressources liées aux programmes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	1	2	12	31	15	7	68	0	94	162	162
2002-2003												
Masse commune des ressources	0	1	2	10	16	10	5	44	0	69	113	113
Autres ressources provenant des remboursements	0	0	0	1	7	5	4	17	0	22	39	39
Autres ressources liées aux programmes	0	0	0	0	2	1	2	5	0	1	6	6
Total	0	1	2	11	25	16	11	66	0	92	158	158
<i>Division de l'informatique (PROMS)</i>												
Masse commune des ressources 2000-2001	0	0	0	0	1	0	1	2	0	0	2	2
Masse commune des ressources 2002-2003	0	0	0	1	2	4	2	9	0	0	9	9
<i>Centre de recherche Innocenti (Florence)</i>												
Masse commune des ressources 2000-2001	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	1	1
Masse commune des ressources 2002-2003	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	1	1

Source de financement	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur recrutés sur le plan international										Total général
	SGA					Administrateurs recrutés sur le plan national					
	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total	Agents des services généraux et catégories apparentées		
<i>Bureau régional pour l'Europe, Section des secours d'urgence</i>											
Masse commune des ressources 2000-2001	0	0	1	1	1	1	0	4	0	2	6
Masse commune des ressources 2002-2003	0	0	1	2	1	1	0	5	0	2	7
Total A.1, Appui aux programmes - Siège											
2002-2001											
Masse commune des ressources	0	4	13	48	37	20	11	133	0	109	242
Autres ressources provenant des remboursements	0	0	0	0	13	3	1	17	0	39	56
Autres ressources provenant des programmes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total A.2	0	4	13	48	50	23	12	150	0	148	298
2002-2003											
Masse commune des ressources	0	4	13	45	35	21	11	129	0	121	250
Autres ressources provenant des remboursements	0	0	0	1	7	5	4	17	0	22	39
Autres ressources provenant des programmes	0	0	0	0	3	1	2	6	0	2	8
Total A.2	0	4	13	46	45	27	17	152	0	145	297
Total A - Appui au programme											
2000-2001											
Masse commune des ressources	0	18	41	198	181	84	20	542	242	1 173	1 957
Autres ressources provenant des remboursements	0	0	0	0	13	4	1	18	2	41	61
Autres ressources provenant des programmes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total A	0	18	41	198	194	88	21	560	244	1 214	2 018
2002-2003											
Masse commune des ressources	0	18	44	204	188	102	25	581	242	1 157	1 980
Autres ressources provenant des remboursements	0	0	0	1	8	5	4	18	4	29	51
Autres ressources provenant des programmes	0	0	0	0	3	1	2	6	0	2	8
Total A	0	18	44	205	199	108	31	605	246	1 188	2 039

Source de financement	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur recrutés sur le plan international										Agents des services généralistes et catégo- ries apparentées	Total général
	SGA		Administrateurs recrutés sur le plan national									
	SSG	Total	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total			
B. Gestion et administration de l'Organisation												
<i>Siège</i>												
Bureau du Directeur général												
Masse commune des ressources, 2000-2001	4	1	1	1	1	3	0	1	11	0	7	18
Masse commune des ressources, 2002-2003	4	1	1	1	1	3	0	1	12	0	7	19
<i>Division des politiques et de la planification</i>												
Masse commune des ressources, 2000-2001	0	1	1	10	7	3	0	22	0	14	36	
Masse commune des ressources, 2002-2003	0	1	2	5	7	2	1	18	0	10	28	
<i>Bureau de l'évaluation</i>												
Masse commune des ressources, 2000-2001	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Masse commune des ressources, 2002-2003	0	0	1	2	1	0	0	4	0	3	7	
<i>Bureau de la vérification interne des comptes^a</i>												
Masse commune des ressources, 2000-2001	0	1	1	6	4	2	2	16	0	4	20	
Masse commune des ressources, 2002-2003	0	1	1	6	4	3	2	17	0	3	20	
<i>Bureau du Secrétaire du Conseil d'Administration</i>												
Masse commune des ressources, 2000-2001	0	0	1	1	1	2	0	4	0	6	10	
Masse commune des ressources, 2002-2003	0	0	1	1	1	2	0	4	0	5	9	
<i>Bureau du financement des programmes</i>												
Masse commune des ressources, 2000-2001	0	1	1	6	2	1	9	20	0	11	31	
Autres ressources provenant des programmes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	
Total	0	1	1	6	2	1	9	20	0	11	31	
Masse commune des ressources, 2002-2003												
Masse commune des ressources, 2002-2003	0	1	1	6	1	1	10	20	0	11	31	
Autres ressources provenant des programmes	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	
Total	0	1	1	6	2	1	10	21	0	11	32	

Source de financement	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur recrutés sur le plan international										Total général
	SGA SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total	Administrateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généraux et catégo- ries apparentées	
<i>Bureau des relations avec les organismes des Nations Unies et des relations extérieures</i>											
Masse commune des ressources, 2000-2001	0	0	1	2	0	2	0	5	0	4	9
Masse commune des ressources, 2002-2003	0	0	1	2	0	2	0	5	0	4	9
<i>Division de la communication</i>											
Masse commune des ressources, 2000-2001	0	1	1	5	12	9	6	34	0	33	67
Masse commune des ressources, 2002-2003	0	1	1	5	10	11	5	33	0	30	63
<i>Division des ressources humaines</i>											
Masse commune des ressources, 2000-2001	0	1	2	6	15	2	4	30	0	52	82
Masse commune des ressources, 2002-2003	0	1	2	5	17	2	3	30	0	53	83
<i>Division de la gestion administrative et financière</i>											
Masse commune des ressources, 2000-2001	0	1	4	4	10	10	11	40	0	74	114
Autres ressources provenant des programmes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	1	4	4	10	10	11	40	0	74	114
Masse commune des ressources, 2002-2003	0	1	4	4	11	11	12	43	0	73	118
Autres ressources provenant des programmes	0	0	0	0	0	0	2	2	0	0	2
Total	0	1	4	4	1	1	14	45	0	73	116
<i>Division de la gestion des ressources en matière d'information</i>											
Masse commune des ressources, 2000-2001	0	1	1	7	15	18	5	47	0	25	72
Masse commune des ressources, 2002-2003	0	1	1	8	20	22	13	65	0	31	96
<i>Bureau pour le Japon</i>											
Masse commune des ressources, 2000-2001	0	0	1	0	1	0	0	2	2	3	7
Masse commune des ressources, 2002-2003	0	0	1	0	2	1	0	4	1	4	9
<i>Bureau régional pour l'Europe (Genève)</i>											
Masse commune des ressources, 2000-2001	0	1	2	3	7	4	0	17	0	27	44
Masse commune des ressources, 2002-2003	0	1	2	4	7	5	4	23	0	30	53

Source de financement	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur recrutés sur le plan international										Total général	
	SGA					Agents des services recrutés sur le plan national						
	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total	Administrateurs recrutés sur le plan national	Agents des services généralistes et catégo- ries apparentées		
Total (net) – B Gestion et administration de l'organisation – Siège												
Masse commune des ressources, 2000-2001												
Total B	4	9	17	51	78	51	38	248	2	260	510	
Autres ressources provenant des programmes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total	4	9	17	51	78	51	38	248	2	260	510	
Masse commune des ressources 2002-2003												
Total B	4	9	19	49	85	60	52	278	1	264	543	
Autres ressources provenant des programmes	0	0	0	0	1	0	2	3	0	0	3	
Total	4	9	19	49	86	60	54	281	1	264	546	
Total général												
2000-2001												
Masse commune des ressources	4	27	58	249	259	135	58	790	244	1 433	2 467	
Autres ressources provenant des remboursements	0	0	0	0	13	4	1	18	2	41	61	
Autres ressources provenant des programmes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total	4	27	58	249	272	139	59	808	246	1 474	2 528	
2002-2003												
Masse commune des ressources	4	27	63	253	273	162	77	859	243	1 421	2 523	
Autres ressources provenant des remboursements	0	0	0	1	8	5	4	18	4	29	51	
Autres ressources provenant des programmes	0	0	0	0	4	1	4	9	0	2	11	
Total	4	27	63	254	285	168	85	886	247	1 452	2 585	

Tableau récapitulatif IV a)
**Autres prévisions de ressources, par source de financement
 et par unité administrative, 2002-2003**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Source de financement/ unité administrative</i>	<i>Prévisions pour 2000-2001</i>	<i>Augmentation/ diminution</i>	<i>Prévision pour 2002-2003</i>
I. Autres ressources liées aux programmes			
Division des programmes	0	535,5	535,5
Division des approvisionnements	0	2 181,6	2 181,6
Division de la gestion financière et administrative	0	570,5	570,5
Bureau du financement des programmes	0	782,9	782,9
Total	0	4 070,5	4 070,5
II. Autres ressources provenant des remboursements			
Région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe			
Région de l'Asie et du Pacifique	100,8	(57,7)	43,1
Région de l'Asie du Sud	287,2	416,6	703,8
Siège (Division des approvisionnements)	13 535,2	(5 693,7)	7 841,5
Total	13 923,2	(5 334,8)	8 588,4
Total général	13 923,2	-1 264,3	12 659,9

Tableau récapitulatif IV b)
Autres prévisions de ressources, par source de financement et par catégories de dépenses, 2002-2003

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Source de financement/ unité administrative</i>	<i>Prévisions pour 2000-2001</i>	<i>Augmentation/ diminution</i>	<i>Prévision pour 2002-2003</i>
I. Autres ressources liées aux programmes			
Postes	0	1 999,8	1 999,8
Autres dépenses de personnel	0	1 405,6	1 405,6
Consultants	0	240,5	240,5
Frais de voyage	0	349,9	349,9
Dépenses de fonctionnement	0	28,6	28,6
Mobilier et matériel	0	46,1	46,1
Total	0	4 070,5	4 070,5
II. Autres ressources provenant des remboursements			
Postes	9 424,4	(2 656,9)	6 767,5
Autres dépenses de personnel	1 906,8	(1 876,9)	29,9
Consultants	343,6	(343,6)	0
Frais de voyage	202,8	2,4	205,2
Dépenses de fonctionnement	1 566,7	(570,7)	996,0
Mobilier et matériel	478,9	110,9	589,8
Total	13 923,2	(5 334,8)	8 588,4
Total général	13 923,2	((1 264,3))	12 658,9

Annexe I

Terminologie

Les organisations sont convenues d'adopter les expressions ci-après ainsi que les définitions correspondantes.

Ligne de crédits – Définition analogue à celles figurant dans le Règlement financier du PNUD, du FNUAP et de l'UNICEF

1. Une subdivision des crédits à laquelle correspond un montant déterminé dans la décision portant ouverture des crédits et à l'intérieur de laquelle le chef de secrétariat d'une organisation est autorisé à effectuer des virements sans approbation préalable.

Budget d'appui biennal

2. Le budget d'une organisation portant sur l'appui aux programmes et la gestion et l'administration de l'organisation.

Coût (augmentation/diminution) – Définition du CAC

3. Toute augmentation ou diminution du coût d'une ressource durant un exercice par rapport à celui d'un exercice précédent, découlant d'une modification des coûts, prix et taux de change.

Budget brut

4. Budget d'une organisation financée au moyen de contributions volontaires dans lequel les dépenses de personnel sont estimées sur une base nette (c'est-à-dire sans tenir compte des contributions du personnel), tous les autres coûts étant estimés sur une base brute, par exemple en incluant les versements au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques fait pour le personnel, le montant total des coûts locaux du bureau et les coûts des services à rendre.

Gestion et administration de l'organisation

5. Unités administratives dont la fonction principale est le maintien de l'identité, de l'orientation et du bien-être d'une organisation. Il s'agit d'ordinaire d'unités qui assument les fonctions liées à la direction exécutive, à l'élaboration des lignes d'action et à l'évaluation de l'organisation, aux relations extérieures, à l'information, à l'administration et à la vérification des comptes.

Budget net

6. Budget d'une organisation financée au moyen de contributions volontaires dans lequel il est tenu compte des prévisions de montants à recevoir qui compensent, en tout ou en partie, les prévisions du budget brut.

Autres ressources

7. Ressources d'une organisation financée au moyen de contributions volontaires, autres que les ressources ordinaires, qui sont reçues à des fins spécifiques compatibles avec le mandat de l'Organisation et pour la fourniture de services déterminés à des tiers.

Autres ressources relatives aux programmes

8. Ressources d'une organisation financée au moyen de contributions volontaires, autres que les ressources ordinaires, qui sont reçues à des fins spécifiques compatibles avec les buts et activités de l'organisation. Ces ressources comprennent les contributions volontaires, les autres paiements de sources gouvernementales ou intergouvernementales et les dons de sources non gouvernementales.

Autres ressources provenant des remboursements

9. Ressources d'une organisation financée au moyen de contributions volontaires qui sont reçues de tiers pour couvrir le coût de services déterminés qui ne sont pas liés à l'exécution des programmes dont l'organisation est chargée.

Programme(s)

10. a) Activités liées directement à la préparation, à l'exécution, au suivi et à l'évaluation des activités de l'organisation dans le domaine de la coopération pour le développement;

b) Aux fins de renseignements financiers connexes, apports directs nécessaires à la réalisation des objectifs d'un programme ou projet donné dans le cadre de la coopération pour le développement. Il s'agit d'ordinaire des experts, du personnel d'appui, des fournitures et du matériel, des contrats de sous-traitance, des aides en espèces et de la formation individuelle ou en groupe.

Appui aux programmes

11. Unités administratives dont la fonction principale est l'élaboration, la formulation, la réalisation et l'évaluation des programmes d'une organisation. Il s'agit d'ordinaire d'unités qui assurent un appui aux programmes, qu'il soit d'ordre technique, thématique, géographique, logistique ou administratif.

Ressources ordinaires

12. Ressources d'une organisation financée au moyen de contributions volontaires qui sont composites et non liées. Ces ressources comprennent les contributions volontaires annoncées, les autres paiements de sources gouvernementales ou intergouvernementales, les dons de sources non gouvernementales ainsi que les intérêts perçus à ce titre et les recettes accessoires.

Divers ajustements des coûts

13. Augmentations ou diminutions des coûts imputables aux changements intervenus dans les taux ou conditions qui ne sont pas liés aux ajustements pour fluctuations monétaires ou inflation annuelle.

Volume (augmentation/diminution)

14. Toute augmentation ou diminution des ressources nécessaires imputable aux changements intervenus dans le niveau ou la nature des activités menées par une organisation pendant l'exercice en cours et de celles qui sont proposées pour l'exercice à venir. Le volume est exprimé en utilisant les mêmes éléments de coût que ceux qui ont été utilisés pour déterminer les crédits à ouvrir de manière à pouvoir comparer directement ces changements par rapport au niveau des activités approuvées pour l'exercice en cours.

Annexe II

Méthodologie

1. La méthodologie appliquée pour déterminer les prévisions de dépenses comporte plusieurs étapes successives. Les calculs sont effectués séparément pour chaque année de l'exercice biennal. Pour l'essentiel, la méthodologie consiste à apporter aux crédits ouverts pour la première année de l'exercice biennal en cours les ajustements voulus de volume et de coût, de manière à établir les ressources à prévoir pour la première année de l'exercice considérée. De même, les crédits ouverts pour la deuxième année de l'exercice biennal en cours sont actualisés de manière à établir les ressources à prévoir pour la deuxième année de l'exercice considéré. Il convient d'avoir à l'esprit que, normalement, le projet de budget d'appui biennal est établi durant les premiers mois de la deuxième année de l'exercice biennal en cours. Les différentes étapes suivies sont indiquées ci-après.

I. Ajustements de volume

2. Tout d'abord, en prenant pour base les crédits ouverts, on calcule les augmentations ou diminutions réelles des ressources nécessaires, qui sont considérées comme des ajustements de volume. Il s'agit en fait des éléments que l'on maîtrise, la marge de manœuvre dépendant des moyens jugés indispensables par le chef de secrétariat pour permettre à l'organisation de s'acquitter de ses tâches. Ces changements de volume sont calculés par application des mêmes prix qu'aux crédits ouverts de manière à faciliter la comparaison avec la base approuvée pour l'exercice en cours.

II. Divers ajustements de coût

3. Aux crédits ouverts et changements de volume viennent s'ajouter des augmentations ou diminutions de coût imputables à des changements intervenus dans les taux ou conditions qui ne sont pas liés aux ajustements pour fluctuations monétaires ou inflation annuelle. A l'exception des augmentations d'échelon, ils ne correspondent qu'aux changements connus qui sont intervenus au cours des deux années écoulées depuis l'établissement du précédent budget d'appui biennal. Parmi ces facteurs figurent, par exemple, les décisions de la Commission de la fonction publique internationale concernant les diverses prestations auxquelles a droit le personnel (indemnité pour charges de famille, indemnité pour frais d'études, etc.), et les changements intervenus concernant l'échelon moyen des postes par classe. Ces ajustements peuvent également inclure les montants à prévoir pour couvrir les augmentations d'échelon, selon les pratiques en usage dans l'organisation. Normalement, mais ce n'est pas toujours le cas, ces modifications ne concernent que les dépenses de personnel. Un exemple de ce type d'ajustement des dépenses de fonctionnement serait un changement du prix du mètre carré des locaux après un déménagement.

III. Ajustements de change

4. Les ajustements de change sont ensuite calculés, par année, sur la base du montant total des crédits ouverts, des ajustements de volume et des divers ajustements de coût. Ces ajustements correspondraient normalement à l'écart entre le taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU, par exemple au 1^{er} avril de l'année précédant l'exercice en cours et, par exemple, celui pratiqué au 1er avril de la deuxième année de l'exercice en cours, c'est-à-dire à la date d'établissement du projet de budget d'appui biennal. Ce facteur revêt une importance particulière du fait que le réseau des bureaux extérieurs de l'organisation est très étendu et que les dépenses de fonctionnement varient considérablement selon les fluctuations du dollar des États-Unis.

IV. Ajustements au titre de l'inflation

5. Enfin, pour avoir un tableau complet de la situation et établir l'estimation finale des ressources nécessaires pour l'exercice biennal suivant, l'organisation doit ajuster ou prévoir, selon le cas, l'inflation sur une période de quatre ans. Ces ajustements sont calculés, par année, sur la base du montant total des crédits ouverts, des ajustements de volume et des divers ajustements des coûts, compte tenu des fluctuations monétaires, de la façon suivante :

a) Pour la période allant de la première année de l'exercice en cours à la première année de l'exercice suivant, les prévisions de dépenses tiennent compte des prévisions antérieures concernant l'inflation. L'ajustement au titre de l'inflation pour cette période transitoire représente par conséquent :

- i) La différence entre ces prévisions antérieures et le taux d'inflation réel pour la première année de l'exercice en cours;
- ii) La différence entre ces prévisions antérieures et les prévisions révisées concernant l'inflation pour la deuxième année de l'exercice en cours; et
- iii) Les prévisions concernant l'inflation pour la première année de l'exercice biennal considéré;

b) Pour la période allant de la deuxième année de l'exercice en cours à la deuxième année de l'exercice à venir :

- i) Voir a) i) à iii) ci-dessus; et
- ii) Les prévisions concernant l'inflation pour la deuxième année de l'exercice considéré.

6. Pour établir ces projections concernant l'inflation, on retient les quatre grands facteurs suivants pour chaque lieu d'affectation :

a) Les fluctuations prévues des indemnités de poste pour les fonctionnaires recrutés sur le plan international;

b) Les frais de voyage à l'étranger et les dépenses communes de personnel pour les fonctionnaires recrutés sur le plan international (ce facteur étant le même pour tous les lieux d'affectation);

c) Les traitements et les dépenses communes de personnel pour les fonctionnaires recrutés sur le plan local, c'est-à-dire des nationaux de la catégorie des administrateurs ou de la catégorie des services généraux et autres catégories, lesquels peuvent varier considérablement d'un lieu d'affectation à l'autre; et

d) Tous les autres coûts (frais de fonctionnement, par exemple).

7. À l'intérieur de ce cadre général, on établit une distinction entre New York et Genève, d'une part, et les bureaux extérieurs, de l'autre. Pour les deux premiers lieux d'affectation, les taux utilisés sont ceux appliqués par l'ONU, sauf lorsqu'il en est disposé autrement par contrat.

8. Hormis un nombre limité d'éléments, tels que les frais de voyage à l'étranger et les dépenses communes de personnel pour les fonctionnaires recrutés sur le plan international, les facteurs d'inflation applicables aux bureaux extérieurs varient suivant les lieux d'affectation. Ces prévisions sont rapprochées des taux enregistrés dans le passé et des dépenses mondiales actuelles et/ou des informations disponibles et publiées avant d'être utilisées pour établir les prévisions budgétaires.

Annexe III

Emploi des ressources : répartition estimative des dépenses des programmes et des dépenses d'appui, par région et par pays

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2000-2001													
	Budget programme					Postes								
	Ressources ordinaires ^a	Autres ressources ^b	Total	Budget d'appui	Total général	IP	NP	G5/autres	Total	Total général				
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale														
Bureau régional	1 500,0	4 000,0	5 500,0	9 912,6	15 412,6	5	0	1	6	23	5	32	60	66
Bénin	3 507,0	2 220,5	5 727,5	1 728,7	7 456,2	2	9	13	24	4	2	8	14	38
Burkina Faso	8 282,0	5 425,4	13 707,4	2 072,4	15 779,8	4	9	20	33	3	3	11	17	50
Cameroun	5 025,0	1 434,4	6 459,4	1 914,5	8 373,9	3	5	6	14	3	2	11	16	30
Cap-Vert	1 236,0	287,6	1 523,6	896,5	2 420,1	0	3	5	8	2	1	3	6	14
Congo	1 939,0	2 515,9	4 454,9	2 123,2	6 578,1	1	5	3	9	3	2	7	12	21
Côte d'Ivoire ^c	6 846,0	2 211,1	9 057,1	2 130,2	11 187,3	4	8	12	24	3	2	8	14	38
Gabon	1 240,0	562,0	1 802,0	1 460,0	3 262,0	0	2	3	5	5	0	3	8	13
Gambie	1 454,0	1 500,0	2 954,0	1 033,7	3 987,7	1	5	4	10	2	1	4	7	17
Ghana	6 873,0	12 000,0	18 873,0	1 616,0	20 489,0	5	8	21	34	3	4	9	16	50
Guinée	4 787,0	3 000,0	7 784,0	1 969,7	9 753,7	4	11	15	30	3	3	8	14	44
Guinée équatoriale	1 307,0	400,0	1 707,0	488,9	2 195,9	0	3	4	7	1	0	2	3	10
Guinée-Bissau	2 015,0	2 447,4	4 462,4	1 907,1	6 369,5	2	6	9	17	3	1	7	11	28
Libéria	3 046,0	12 800,0	15 846,0	2 807,9	18 653,9	4	6	16	26	4	2	10	16	42
Mali	10 293,0	5 480,2	15 773,2	2 343,9	18 117,1	8	13	19	40	3	3	10	16	56
Mauritanie	2 588,0	2 982,2	5 570,2	1 668,5	7 238,7	1	11	10	22	3	3	8	14	36
Niger	11 998,0	5 056,0	17 054,0	1 753,2	18 807,2	9	12	26	47	3	2	7	12	59
Nigéria ^e	41 429,0	22 521,4	63 950,4	4 400,8	68 351,2	14	49	101	164	5	5	29	39	203
République centrafricaine	3 091,0	1 200,0	4 291,0	2 023,8	6 314,8	3	7	8	18	4	1	9	14	32
République démocratique du Congo ^f	33 591,0	23 633,3	57 224,3	2 763,3	59 987,6	14	16	49	79	5	3	9	17	96

	2000-2001												
	Budget programme						Postes						
	Ressources ordinaires ^a			Autres res-sources ^b			Budget d'appui			Budget-programme			
	Total	NP	G5/autres	Total	NP	G5/autres	Total	NP	G5/autres	Total	NP	G5/autres	
Sao Tomé-et-Principe	1 236,0	24,4	1 260,4	239,5	0	4	5	9	1	0	0	1	10
Sénégal ^c	4 238,0	4 682,6	8 920,6	2 445,0	4	6	15	25	3	3	9	15	40
Sierra Leone	5 448,0	11 868,6	17 316,6	1 909,9	6	17	30	53	3	2	9	14	67
Tchad	4 829,0	2 119,0	8 948,0	2 285,7	5	7	17	29	3	3	8	14	43
Togo	3 226,0	765,3	3 991,3	1 660,9	1	5	8	14	3	3	5	11	25
Dépenses centrales	0,0	0,0	0,0	900,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total partiel	171 021,0	133 137,4	304 158	56 455,9	100	227	420	747	98	56	227	381	1 128
2002-2003													
Afrique orientale et Afrique australe													
Bureau régional	1 500,0	7 000,0	8 500,0	10 450,9	7	1	0	8	224	4	28	54	62
Afrique du Sud	1 783,0	3 949,6	5 732,6	1 917,7	7	4	10	21	3	5	9	17	38
Angola	11 110,0	20 600,0	31 710,0	4 462,2	12	24	44	80	7	-	9	17	97
Botswana	1 224,0	991,8	2 215,8	1 580,0	1	6	5	12	3	1	6	10	22
Burundi	5 178,0	9 000,0	14 178,0	2 330,2	6	9	25	40	5	2	7	14	54
Comores	1 368,0	43,4	1 411,4	1 055,5	0	2	5	7	2	1	4	7	14
Érythrée	2 512,0	11 882,8	14 394,8	1 700,5	6	10	13	29	3	3	5	11	40
Éthiopie ^c	32 195,2	34 657,4	66 852,6	3 117,1	11	16	30	57	5	5	19	29	86
Kenya ^c	9 225,2	8 000,0	17 225,2	3 743,6	3	14	28	45	4	4	26	34	79
Lesotho	1 859,0	341,9	2 200,9	1 208,0	4	4	10	18	2	1	6	9	27
Madagascar ^c	9 095,9	7 368,3	16 464,2	2 012,0	7	9	26	42	5	2	6	13	55
Malawi	9 496,0	10 000,0	19 496,0	1 706,7	9	12	25	46	4	1	6	11	57
Maurice ^c	943,2	25,7	968,9	732,0	0	1	2	3	1	2	3	6	9
Mozambique ^c	14 517,4	18 661,5	33 178,8	3 119,6	14	12	39	65	5	2	11	18	83
Namibie	1 292,0	4 000,0	5 292,0	2 116,9	2	6	7	15	3	2	9	14	29
Rwanda	5 365,0	7 160,1	12 525,1	2 167,1	8	15	27	50	4	2	4	10	60

2000-2001														
	Budget programme						Postes						Total général	
	Ressources ordinaires ^a			Autres res-sources ^b			Budget d'appui			Total				Total général
	Total	Budget d'appui	Total général	Total	Budget d'appui	Total général	IP	NP	G5/autres	Total	IP	NP		
Ouganda	10 379,0	29 365,4	39 744,4	2 799,4	42 543,8	10	15	39	64	4	1	10	15	79
République-Unie de Tanzanie ^c	15 118,6	20 000,0	35 118,6	3 322,6	38 441,2	13	24	29	66	5	2	14	21	87
Somalie	9 266,0	23 056,5	32 322,5	3 366,7	35 689,2	15	8	41	64	6	3	8	17	81
Swaziland	1 312,0	548,2	1 860,2	872,1	2 732,3	1	4	4	9	2	1	2	5	14
Zambie ^c	7 116,8	12 000,0	19 116,8	1 964,8	21 081,6	9	10	26	45	4	1	10	15	60
Zimbabwe	3 739,0	10 000,0	13 739,0	1 519,5	15 258,5	2	12	19	33	3	2	8	13	46
Dépenses centrales	0,0	0,0	0,0	25,9	25,9	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total partiel 2002-2003	155 595,2	238 652,6	394 247,8	57 351,1	451 598,9	147	218	454	819	102	48	210	360	1 179
Amériques et Caraïbes														
Bureau régional	800,0	3 000,0	3 800,0	8 962,9	12 762,9	2	0	0	2	19	4	16	39	41
Argentine ^c	1 548,3	3 040,2	4 588,5	1 427,2	6 015,7	1	0	2	3	1	1	4	6	9
Barbade (programme des Caraïbes orientales) ^c	3 004,7	1 156,4	4 161,0	2 404,2	6 565,2	2	4	5	11	1	3	6	10	21
Belize	1 204,0	144,4	1 348,4	527,5	1 875,9	0	1	3	4	1	0	2	3	7
Bolivie ^c	2 331,3	12 353,8	14 685,1	2 485,9	17 171,0	4	7	18	29	4	2	8	14	43
Brésil ^c	3 075,3	20 000,0	23 075,2	1 954,0	25 029,2	5	18	28	51	3	3	8	14	65
Chili ^c	1 132,3	476,8	1 609,1	1 351,8	2 960,9	0	0	0	0	2	0	4	6	6
Colombie ^c	2 348,5	5 038,6	7 387,1	1 814,9	9 202,0	1	5	11	17	2	3	7	12	29
Costa Rica ^c	1 242,0	407,5	1 649,5	526,2	2 175,7	0	3	3	6	1	0	2	3	9
Cuba ^c	1 322,3	1 111,0	2 433,3	868,4	3 301,7	0	1	3	4	2	2	3	7	11
El Salvador	1 367,0	3 716,4	5 083,4	1 144,1	6 227,5	1	3	6	10	1	1	3	5	15
Équateur ^c	1 878,2	4 717,9	6 596,1	1 619,1	8 215,2	2	8	13	23	2	2	7	11	34
Guatemala	1 855,0	7 783,6	9 638,6	2 229,9	11 868,5	1	8	8	17	2	3	5	10	27
Guyana	1 298,0	350,2	1 648,2	736,5	2 384,7	0	2	5	7	1	1	2	4	11
Haïti	3 943,0	3 447,1	7 390,1	2 070,9	9 461,0	5	4	8	17	3	2	8	13	30

	2000-2001															
	Budget programme						Postes						Total général			
	Ressources ordinaires ^a			Autres res-sources ^b			Budget d'appui			Budget-programme				Budget d'appui		
	Total	NP	IP	Total	NP	IP	Total	NP	IP	Total	NP	IP		Total	NP	IP
G5/autres	G5/autres	G5/autres	G5/autres	G5/autres	G5/autres	G5/autres	G5/autres	G5/autres	G5/autres	G5/autres	G5/autres	G5/autres	G5/autres	G5/autres		
Honduras ^c	1 732,0	7 448,1	9 180,0	1 233,8	10 413,8	0	6	8	14	2	2	2	6	10	24	
Jamaïque ^c	1 237,4	1 146,9	2 384,3	1 021,0	3 405,3	1	2	4	7	1	2	1	2	4	14	
Mexique ^c	1 735,5	3 500,0	5 235,5	2 517,7	7 753,2	3	1	4	8	3	0	3	0	8	19	
Nicaragua	1 803,0	10 786,3	12 589,3	1 937,8	14 527,1	2	4	12	18	2	3	2	3	5	28	
Panama ^c	1 207,5	584,6	1 792,0	384,5	2 176,5	0	2	2	4	1	0	1	0	1	6	
Paraguay ^c	1 391,2	820,0	2 211,2	885,6	3 096,8	0	2	5	7	2	1	2	1	3	13	
Pérou ^c	1 934,7	6 818,1	8 752,8	2 601,9	11 354,7	1	6	8	15	2	3	2	3	7	27	
République dominicaine ^c	1 535,9	1 679,7	3 215,6	1 345,1	4 560,7	1	1	4	6	1	2	1	2	4	13	
Uruguay ^c	1 284,5	125,4	1 409,9	612,1	2 022,0	1	1	0	2	1	0	1	0	2	5	
Venezuela ^c	1 379,5	3 538,9	4 918,5	813,9	5 732,4	0	2	2	4	1	1	1	1	2	8	
Programme sous-régional	0,0	276,5	276,5	0,0	276,5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dépenses centrales	0,0	0,0	0,0	284,0	284,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total partiel 2000-2001	43 590,7	103 468,4	147 059,0	43 760,9	190 819,9	33	91	162	286	61	41	127	229	515		
Asie orientale et Pacifique																
Bureau régional	800,0	3 000,0	3 800,0	7 461,9	11 261,9	2	1	2	5	15	3	33	51	56		
Cambodge	5 265,0	17 177,2	22 442,2	2 948,2	25 390,4	11	16	32	59	5	1	8	14	73		
Chine ^c	22 048,5	11 195,8	33 244,3	3 999,1	37 243,4	11	0	0	11	6	0	0	6	17		
Indonésie ^c	11 767,8	23 579,6	35 347,4	2 565,2	37 912,6	14	26	31	71	4	2	13	19	90		
Malaisie ^c	957,7	0,0	957,7	288,5	1 246,2	0	0	2	2	1	0	1	2	4		
Mongolie	1 738,0	1 046,7	2 784,7	1 097,5	3 882,2	2	3	4	9	2	1	5	8	17		
Myanmar	11 649,0	9 775,3	21 424,3	2 450,3	23 874,6	7	18	21	46	4	3	12	19	65		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2 123,0	185,9	2 308,9	1 371,7	3 680,6	2	2	2	6	3	0	6	9	15		
Pays insulaires du Pacifique	4 000,0	1 243,5	5 243,5	1 214,4	6 457,9	2	2	3	7	2	1	6	9	16		
Philippines ^c	4 860,4	8 293,2	13 153,6	1 939,7	15 090,3	1	17	12	30	2	3	15	20	50		

2000-2001															
	Budget programme				Postes				Budget d'appui						
	Ressources ordinaires ^a		Autres res-sources ^b		Total		Budget d'appui		Total		G5/autres				
	Total	Budget d'appui	Total	Budget d'appui	Total général	IP	NP	IP	NP	IP	NP	IP	NP	Total général	
République démocratique populaire de Corée	2 033,0	8 957,0	10 990,0	1 894,9	12 884,8	5	0	3	0	5	3	0	2	5	10
République démocratique populaire lao	3 046,0	3 946,0	6 992,0	1 698,5	8 690,5	4	14	12	30	4	2	10	16	46	46
Thaïlande ^c	1 947,0	4 664,4	6 611,4	1 442,5	8 053,9	2	5	7	14	2	1	4	7	21	21
Viet Nam	7 209,0	12 000,0	19 209,0	2 311,9	21 520,9	11	22	19	52	4	2	12	18	70	70
Total partiel, 2000-2001	80 965,3	113 217,5	194 182,8	34 270,1	228 452,9	81	127	151	359	60	19	132	211	70	70
Asie du Sud															
Bureau régional	800,0	8 000,0	8 800,0	5860,2	14 660,2	5	0	1	6	11	6	21	38	44	44
Afghanistan	19 006,0	12 000,0	31 006,0	2 379,2	33 385,2	14	18	46	78	3	3	9	15	93	93
Bangladesh ^c ^d	19 668,2	49 741,8	69 409,9	5 412,1	74 822,0	13	44	59	116	6	8	23	37	153	153
Bhoutan	1 756,0	2 196,6	3 952,6	1 180,8	5 133,4	1	3	10	14	3	1	6	10	24	24
Inde ^c	64 458,1	89 116,7	153 574,8	7 880,4	161 455,2	24	83	140	247	7	9	55	71	318	318
Maldives	1 234,0	40,5	1 274,5	604,7	1 879,2	0	2	1	3	1	0	4	5	8	8
Népal	8 637,0	12 050,0	20 687,0	2 629,4	23 316,4	5	34	38	77	5	1	15	21	98	98
Pakistan ^c	26 142,7	18 714,7	44 857,4	3 460,2	48 317,6	8	27	66	101	5	2	21	28	129	129
Sri Lanka	1 571,4	7 312,9	8 884,2	1 930,2	10 814,4	3	10	14	27	3	1	14	18	45	45
Total partiel, 2000-2001	143 273,3	199 173,2	342 446,5	31 337,2	373 783,7	73	221	375	669	44	31	168	243	912	912
Moyen-Orient et Afrique du Nord															
Bureau régional ^c	881,1	1 700,0	2 581,2	8 183,2	10 764,3	1	0	5	6	16	6	27	49	55	55
Algérie ^e	2 269,4	629,9	2 899,3	1 281,7	4 181,0	0	6	6	12	2	1	5	8	20	20
Arabie saoudite (Bureau de zone du Golfe) ^f	134,6	0,0	134,6	968,9	1 103,5	0	0	0	0	1	0	4	5	5	5
Djibouti	1 387,0	357,6	1 744,6	1 190,3	2 934,9	0	2	6	8	3	0	1	4	12	12

	2000-2001													
	Budget programme						Postes							
	Ressources ordinaires ^a			Autres res-sources ^b			Budget d'appui			Budget-programme				
	Total	Total	Total	Total	Total	Total	IP	NP	G5/autres	Total	IP	NP	G5/autres	Total
Égypte ^c	4 873,0	5 842,8	10 715,8	2 205,0	12 920,8	2	9	10	21	4	1	10	15	36
Iran (République islamique d')	3 432,8	487,9	3 920,7	1 075,5	4 996,2	1	6	6	13	1	2	5	8	21
Iraq ^c	3 669,0	157 588,5	161 257,5	1 695,2	162 952,7	3	8	14	25	2	2	5	9	34
Jordanie ^c	1 493,6	467,7	1 961,1	932,1	2 893,4	1	4	6	11	1	1	2	4	15
Femmes et enfants palestiniens en Jordanie	400,0	0,0	400,0	0,0	400,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Liban ^c	1 364,6	1 923,1	2 387,7	1 624,0	4 011,7	0	3	5	8	2	1	6	9	17
Femmes et enfants palestiniens au Liban	700,0	376,0	1 076,0	0,0	1 076,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Maroc ^c	3 058,2	680,2	3 738,4	1 512,7	5 251,1	1	3	10	14	2	2	5	9	23
Oman ^c	934,5	14,4	948,8	1 296,6	2 254,4	1	0	4	5	2	1	4	7	12
Femmes et enfants palestiniens dans les territoires palestiniens	1 700,0	2 448,8	4 148,8	1 343,8	5 492,6	1	4	6	11	2	1	4	7	12
République arabe syrienne ^c	1 956,8	128,8	2 085,6	886,5	2 972,1	1	2	5	8	1	2	5	8	16
Femmes et enfants dans la République arabe syrienne	400,0	124,7	524,7	0,0	524,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soudan	9 470,0	23 139,4	32 609,4	3 302,5	35 911,9	8	18	39	65	3	3	11	17	82
Opération Survie Soudan	0,0	45 702,1	45 402,1	1 594,0	47 296,1	22	9	36	67	0	0	0	0	67
Tunisie ^c	1 401,5	596,3	1 997,8	967,6	2 965,4	1	2	6	9	1	3	4	8	17
Yémen ^d	6 962,0	17 009,6	23 971,6	1 881,5	25 853,1	4	15	25	44	3	2	8	13	57
Dépenses centrales	0,0	0,0	0,0	600,0	600,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total partiel, 2000-2001	46 488,0	258 317,7	304 805,7	32 541,1	337 346,8	47	91	189	327	46	28	106	180	507

	2000-2001														
	Budget programme						Postes								
	Ressources ordinaires ^a			Autres res-sources ^b			Budget d'appui			Total					
	Total	NP	G5/autres	Total	NP	G5/autres	Total	NP	G5/autres	Total	NP	G5/autres			
CEE, CEI et États baltes															
Bureau régional (Y compris programmes multinationaux)	7 800,0	6 792,6	14 592,6	7 450,1	7 450,1	22 042,7	4	0	1	5	13	0	7	20	25
Albanie	1 333,0	11 066,6	12 399,6	870,8	870,8	13 270,4	4	5	3	12	1	1	4	6	18
Arménie	1 351,0	794,0	2 145,0	559,9	559,9	2 704,9	1	5	5	11	1	2	4	7	18
Azerbaïdjan	1 768,0	1 328,8	3 096,8	994,9	994,9	4 091,7	1	4	5	10	2	1	3	6	16
Bélarus ^c	0,0	407,6	407,6	214,8	214,8	622,4	0	3	2	5	0	1	1	2	7
Bosnie-Herzégovine	1 254,0	8 473,4	9 727,4	1 531,9	1 531,9	11 259,3	3	5	9	17	1	1	5	7	24
Croatie ^c	229,8	1 659,0	1 888,8	0,0	1 888,8	1 888,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ex-République yougoslave de Macédoine ^c	1 227,5	11 010,4	12 237,9	716,9	716,9	12 954,8	2	1	4	7	1	1	3	5	12
Fédération de Russie ^e	0,0	522,2	522,2	1 170,1	1 170,1	1 692,3	2	4	1	7	2	1	3	6	13
Géorgie (Bureau du Caucase)	1 321,0	1 787,6	3 108,6	1 118,1	1 118,1	4 226,7	1	4	4	9	2	1	4	7	16
Kirghizistan	1 844,0	231,5	2 075,5	560,0	560,0	2 635,5	0	1	3	4	1	1	2	4	8
Ouzbékistan	3 682,0	1 230,3	4 912,3	585,6	585,6	5 497,9	0	1	3	4	1	2	2	5	9
République de Moldova	1 426,0	1 461,5	2 887,5	498,1	498,1	3 385,6	1	3	3	7	1	1	3	5	12
République fédérale de Yougo-slavie (et bureau de zone)	672,1	28 000,0	28 672,1	1 389,0	1 389,0	30 061,1	10	6	6	22	4	0	4	8	30
République d'Asie centrale et bureau de zone du Kazakhstan	1 809,0	469,1	2 278,1	2 066,2	2 066,2	4 344,3	6	2	7	15	4	0	8	12	27
Roumanie	1 429,0	1 748,7	3 177,7	711,1	711,1	3 888,8	1	4	3	8	1	1	5	7	15
Tadjikistan	2 494,0	1 818,3	4 312,3	650,4	650,4	4 962,7	1	1	4	6	1	2	2	5	11
Turkménistan	1 816,0	550,6	2 366,6	538,7	538,7	2 905,3	0	1	3	4	1	1	2	4	8
Turquie	1 818,0	13 189,0	15 007,0	1 269,5	1 269,5	16 276,5	0	3	4	7	3	0	4	7	14

	2000-2001																
	Budget programme						Postes										
	Ressources ordinaires ^a			Autres res-sources ^b			Budget d'appui			Budget-programme			Budget d'appui				
	Total	IP	NP	Total	IP	NP	Total	IP	NP	Total	IP	NP	Total	IP	NP	Total	Total général
Ukraine ^c	0,0	103,8	103,8	493,7	0	3	3	3	6	1	2	0	3	9			
Total Partiel																	
2002-2003	33 274,4	92 644,8	125 919,2	23 389,8	37	56	73	166	41	19	66	126	292				
Programmes multinationaux																	
Programmes multinationaux ^e	12 670,0	25 000,0	37 670,0	0,0	28	0	0	28	0	0	0	0	28				
Centre de recherche Innocenti	0,0	5 742,8	5 742,8	376,6	7	0	11	18	0	0	0	0	18				
Total partiel																	
2002-2003	12 670,0	30 742,8	43 412,8	378,6	25	0	11	46	0	0	0	0	46				
Appui central aux programmes																	
Bureaux régionaux et bureaux de pays	0,0	0,0	0,0	16 547,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
Siège ^f	0,0	0,0	0,0	77 084,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
Total partiel, 2002-2003	0,0	0,0	0,0	93 631,6	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
Gestion et administration	0,0	0,0	0,0	193 052,7	0	0	0	0	278	1	264	543	543				
Recettes budgétaires																	
Bureaux de pays et bureaux régionaux	0,0	0,0	0,0	-5 000,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
Appui aux programmes, Siège	0,0	0,0	0,0	-8 500,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
Gestion et administration	0,0	0,0	0,0	-9 300,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
Total partiel	0,0	0,0	0,0	-22 800,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
Total, programmes et appui aux programmes																	
Bureaux régionaux et bureaux de pays	674 207,9	1 138 611,5	1 812 819,4	290 653,4	518	1 031	1 824	3 373	452	242	1 036	1 730	5 103				

	2000-2001													
	Budget programme						Postes							
	Ressources ordinaires ^a			Autres ressources ^b			Budget d'appui			Total général				
	Total	NP	IP	Total	NP	IP	Total	NP	IP	Total	NP	IP	Total général	
Siège	12 670,0	30 742,8	43 412,8	68 962,9	112 375,7	35	0	11	46	129	0	121	250	296
Programmes sans affectation ^d	-16 877,9	389 645,7	372 767,8	0,0	372 767,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total, Programmes et appui aux programmes	6 70 000,0	1 559 000,0	2 229 000,0	359 616,3	2 588 616,3	553	1 031	1 835	3 419	581	242	1 157	1 980	5 399
Gestion et administration	0,0	0,0	0,0	183 752,7	183 752,7	0	0	0	0	278	1	264	543	543
Services d'appui au titre des autres ressources														
Ressources provenant de remboursements au titre de services	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18	4	29	51	0	0	0	0	51
Ressources liées aux programmes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9	0	2	11	0	0	0	0	1
Total général 2002-2003	6 70 000,0	1 559 000,0	2 229 000,0	543 369,0^e	2 772 369,0	580	1 035	1 866	3 481	859	243	1	421	6 004

^a La masse commune des ressources reflète les niveaux de planification prévus et les recettes attendues de la vente des cartes de vœux.

^b Les prévisions relatives aux autres ressources sont établies par extrapolation des prévisions de dépenses pour 1990-2000 et des indicateurs récents. Les prévisions comprennent les fonds d'affectation spéciale

^c Pour les ressources ordinaires, le budget-programme s'entend y compris des ventes de cartes.

^d Pour les autres ressources, le projet de budget s'entend y compris les fonds d'affectation spéciale.

^e Compris dans le programme multinationnel mentionné ci-dessus.

^f Le budget d'appui au programme du Centre de recherche Innocenti n'est pas compris dans le total des dépenses d'appui aux programmes du siège dans ce tableau.

^g Y compris le montant net du projet d'appui financé au titre de la masse commune des ressources (447,9 millions de dollars et 65,5 millions de dollars de recouvrements provenant d'autres ressources et des fonds d'affectation spéciale (voir le tableau 1).

Annexe IV

Recettes et dépenses de la Division du secteur privé, montant révisés pour 2001 et plan financier pour 2002-2003

(En millions de dollars des États-Unis)

	2001 <i>Montant révisé</i>	2002 <i>Plan financier</i>	2003 <i>Plan financier</i>
Recettes inscrites au budget			
Montant brut du produit des ventes	123,5	130,0	133,0
<i>À déduire</i> : retenues des comités nationaux	27,2	28,6	29,3
Produit net	96,3	101,4	103,7
<i>À ajouter</i> : autres recettes – net	6,8	7,0	7,0
Montant net du produit des ventes	103,1	108,4	110,7
Collecte de fonds du secteur privé – Masse commune des ressources	160,0	172,0	182,0
Montant total net des recettes – Masse commune des ressources	263,1	280,4	292,7
Dépenses inscrites au budget			
Commission – bureaux extérieurs	1,5	1,6	1,7
Coût des biens livrés	29,5	30,0	30,0
Frais de commercialisation	18,4	21,0	20,1
Services d'appui	18,1	18,0	17,0
Programmes de collecte de fonds et de développe- ment des marchés	13,6	14,8	13,9
Total des dépenses – montant consolidé	81,1	85,4	82,7
Ajustement des taux de change	(12,0)		
Montant net consolidé des recettes – masse commune des ressources	170,0	195,0	210,0
<i>À ajouter</i> : autres ressources – collecte de fonds du secteur privé	140,0	140,0	140,0
Montant net consolidé des recettes – masse commune des ressources et autres ressources de la division du secteur privé	310,0	335,0	350,0
Autres contributions du secteur privé	60,0	60,0	60,0
Total des prévisions de recettes provenant du secteur privé	370,0	395,0	410,0

Annexe V

Postes d'administrateurs imputés au budget d'appui, changements prévus pour l'exercice biennal, 2000-2001

Nouveaux

<i>Bureau</i>		<i>Classe Titre</i>
Transformation de postes d'administrateurs nationaux en postes d'administrateurs recrutés sur le plan international		
Indonésie	P-3	Fonctionnaires des ressources humaines
Fidji	P-3	Fonctionnaire des opérations
Sri Lanka	P-3	Fonctionnaire des opérations
Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord	P-3	Fonctionnaire des opérations
Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord	AN-B	Fonctionnaire de l'administration et des ressources humaines (adjoint de 1 ^{re} classe)
Bolivie	P-3	Spécialiste de la communication
Bolivie	P-4	Fonctionnaire des opérations
Brésil	P-4	Fonctionnaire des opérations
Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes	P-3	Administrateur de programme
Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes	P-2	Fonctionnaire des ressources humaines (adjoint de 1 ^{re} classe)
Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes	P-2	Fonctionnaire des ressources humaines)adjoint de 1 ^{re} classe)
Paraguay	P-3	Administrateur de programmes
Japon	P-3	Fonctionnaire des opérations
Viet Nam	AN-C	Informaticien
Compensation : suppression de postes d'agents des services généraux (classes principales)		
Maurice	AN-B	Fonctionnaires adjoint des opérations
Bangladesh	AN-A	Fonctionnaire adjoint des ressources humaines
Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord	AN-B	Fonctionnaire adjoint des opérations
Guatemala	AN-A	Informaticien assistant
Compensation : suppression d'autres postes d'administrateur		
Gabon	P-5	Représentant de zone
Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes	P-3	Spécialiste de la communication
Viet Nam	P-4	Spécialiste de la communication
Autres postes nouveaux		
Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes	P-2	Administrateur de programmes (adjoint de 1 ^{re} classe)
Guyana	AN-B	Fonctionnaire des opérations (adjoint de 1 ^{re} classe)

<i>Bureau</i>	<i>Clase Titre</i>	
Suriname	AN-A	Fonctionnaire de la comptabilité et des finances (adjoint de 1ere classe)
Haïti	AN-B	Fonctionnaire de l'administration et du personnel (adjoint de 1ere classe)

Suppression de postes

<i>Bureau</i>	<i>Classe Titre</i>	
Transformation de postes d'administrateurs nationaux en postes d'administrateurs recrutés sur le plan international		
Indonésie	AN-C	Fonctionnaire du personnel
Viet Nam	P-3	Information
Fidji	AN-C	Fonctionnaire des opérations
Sri Lanka	AN-C	Fonctionnaire des opérations
Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord	AN-C	Fonctionnaire des opérations
Jordanie	AN-C	Fonctionnaire des opérations
Bolivie	AN-C	Spécialiste de l'information/de la communication
Bolivie	AN-D	Fonctionnaire des opérations
Brésil	AN-D	Fonctionnaire des opérations
Colombie	AN-A	Fonctionnaire des finances (adjoint de 1ere classe)
Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes	AN-C	Fonctionnaire d'administration
Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes	AN-C	Planificateur
Paraguay	AN-C	Administrateur de programmes
Tokyo	AN-C	Fonctionnaire des opérations

Compensation : suppression d'autres postes d'administrateur

Sao Tomé-et-Principe	P-4	Représentant assistant
Viet Nam	P-2	Fonctionnaire des finances (adjoint de 1ere classe)
Panama	AN-B	Fonctionnaire de l'administration et de la comptabilité (adjoint de 1ere classe)

Autres suppressions de postes

Indonésie	AN-A	Fonctionnaire de l'administration adjoint
République démocratique populaire de Corée	AN-B	Fonctionnaire de l'administration adjoint
République démocratique populaire de Corée	AN-A	Informaticien adjoint
Ouganda	AN-B	Fonctionnaire adjoint de l'administration et du personnel

Résumé

	IP	NP	Total
Nouveaux postes d'administrateur	16	9	25
Suppression de postes d'administrateur	-3	-18	-21
Différence nette	13	-9	4